

NKM: «IL N'Y A QUE LES POLITIQUES QUI NE SONT ÉVALUÉS QU'UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS»

L'élection de Trump, la candidature Macron, ses rivaux Sarkozy et Juppé... A une semaine de la primaire, tour d'horizon du paysage politique avec la seule femme candidate à droite. **INTERVIEW, PAGES 16-17**

Libération



S'IL TIENT SES PROMESSES...

Construire un mur avec le Mexique, dénoncer l'accord sur le climat, remettre en cause l'avortement: quelle serait l'Amérique de Trump?

PAGES 2-11

“UN FILM ESSENTIEL” LE FIGARO



Moi, Daniel Blake

RÉALISATION KEN LOACH

PALME D'OR
FESTIVAL DE CANNES

CANAL+ STUDIO 2 **ACTUELLEMENT AU CINÉMA**

fr Monde Binoche Jérémy



ÉDITORIAL

Par LAURENT JOFFRIN

Escroquerie

Trump héraut du peuple et bourreau des élites? A l'extrême droite et parmi la droite classique, dans une partie de la presse, le diagnostic revient comme un mantra. Or, il faut bien voir qu'à force de simplisme, cette analyse confine à l'escroquerie intellectuelle. Certes, la coupure entre les progressistes et une partie des classes populaires est indiscutable, on en a fait état plusieurs fois ici-même. A condition de donner deux ou trois précisions qui amendent sérieusement l'analyse. Passons sur le paradoxe qui consiste à transformer un héritier milliardaire en emblème des classes pauvres : on le mettra sur le compte de la fascination américaine pour les chefs d'entreprise. Mais on doit surtout constater, à rebours des idées reçues, que les classes riches ont davantage voté Trump que les classes pauvres. Ce qui n'est guère étonnant quand on considère le programme de l'homme à la mèche, dont *Libération* fait aujourd'hui l'analyse. Côté riches, Trump leur promet un allègement d'impôt bien plus important que pour les plus défavorisés : baisse de l'imposition des tranches supérieures, allègement conséquent de la taxation des bénéfices. Côté pauvres, il prévoit la suppression de l'Obamacare, qui assure une couverture maladie à tous les Américains. Autrement dit, ce sont les riches qui bénéficieront de la politique Trump, bien plus que les pauvres... Le peuple contre les élites? Outre que le peuple en question, toutes catégories confondues, a voté Clinton plus que Trump, avec une très légère avance (c'est le jeu des grands électeurs qui a assuré la victoire du candidat républicain), on remarquera que les Noirs et les Latinos, qui figurent parmi les plus pauvres des Américains, ont massivement soutenu Clinton, cette représentante de l'élite honnie. Ce sont les Blancs qui ont fourni à Trump le gros de ses troupes, toutes catégories confondues. Présenté comme la juste revanche des oubliés contre l'*establishment*, le vote américain se complique singulièrement. Il faut craindre qu'il traduise tout autant la dérive intolérante, nationaliste, voire raciste, des sociétés développées. Chez les riches comme chez les pauvres. ◆



Donald Trump à la Cour suprême de New York, le 17 août. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA

Trump aux manettes, tout un programme

Par **FRÉDÉRIC AUTRAN**
Correspondant à New York

Dans les rangs républicains, l'ivresse de la victoire a rapidement laissé place à une soif de révolution législative, qui menace d'anéantir des pans entiers de l'héritage Obama. Pour la première fois depuis 2007, le Grand Old Party contrôlera d'ici quelques semaines les trois piliers du gouvernement fédéral : Maison Blanche, Chambre des représentants et Sénat. Ajoutez à cela la nomination (sans doute expéditive) d'un juge ultraconservateur à la Cour suprême pour remplacer feu Antonin Scalia, décédé en février, et voilà Donald Trump et ses acolytes munis de tous les leviers du pouvoir.

Idéal pour les uns, catastrophe pour les autres, un tel scénario était en tout cas imprévu. Les élus républicains au Congrès (dont beaucoup avaient pris leurs distances avec un Trump jugé trop toxique) anticipaient la victoire de Hillary Clinton et la perte du Sénat au profit des démocrates. Depuis le coup de tonnerre de mardi soir, ils encensent désormais, obséquieux et contrits, le *president-elect*. Lequel, via sa garde rapprochée, a semble-t-il fait passer le message à ceux qui l'avaient désavoué qu'ils n'avaient à craindre aucune représaille.

Cap idéologique. «C'est formidable de voir combien la victoire rassemble tout le monde», a ironisé le député de New York, Chris Collins, l'un des principaux soutiens de Donald Trump au Capitole. Tous les stigmates d'une campagne acharnée, y compris à l'intérieur du Parti républicain, n'ont certes pas disparu. Mais la perspective de modifier en profondeur le cap idéologique de la politique américaine au cours des prochaines années semble prendre le dessus sur toute autre considération. «Nous sommes sur le point d'atteindre des objectifs politiques conservateurs cruciaux et c'est très excitant», confie à *Politico* Lanhue Chen, ancien conseiller de Mitt Romney. Lui-même très critique ces derniers mois à l'égard du magnat de l'immobilier, Chen se dit désormais «ouvert» à une place dans son administration. A deux mois et demi de l'investiture de Trump, son équipe de transition, constituée pour l'heure d'une cen-

Le président élu, fort de sa majorité au Congrès, a les coudées franches. De là à tenir tous ses improbables engagements...

taine de personnes, s'active en coulisses pour préparer la prise de pouvoir du futur président. Les tâches ne manquent pas : réfléchir à la composition du futur cabinet, dépêcher des équipes dans les nombreuses agences fédérales pour préparer le transfert d'autorité, peaufiner le futur agenda législatif en coopération avec le Congrès... Mercredi, le président de la Chambre des repré-

sentants, Paul Ryan, a appelé à mettre à profit la victoire des républicains dès l'entrée en fonction de Trump. «Nous avons l'opportunité de voir grand, d'être audacieux, et d'accomplir des choses pour les habitants de ce pays», a-t-il déclaré. La première cible des républicains se nomme Obamacare, l'emblématique mais controversée réforme de l'assurance maladie. Trump a

promis de l'abroger, ce que les élus conservateurs désirent par-dessus tout depuis son adoption en 2010.

Aval. Pour appliquer certaines de ses promesses, le futur président pourra agir unilatéralement. Il peut décider seul de renégocier les accords commerciaux, comme l'Alena, conclu avec le Mexique et le Canada. D'une simple signature, il

peut aussi nommer un procureur spécial chargé d'enquêter sur Hillary Clinton ou annuler les décrets Obama protégeant certaines catégories de migrants illégaux du risque d'expulsion.

D'autres engagements de campagne, comme la construction du mur à la frontière mexicaine, la réforme de la fiscalité, son plan d'infrastructures ou l'augmentation des dépenses militaires, requerront en revanche l'aval du Congrès. Sur certains de ces dossiers, Donald Trump pourrait se heurter à l'orthodoxie budgétaire de nombreux républicains. Après une campagne en solitaire, l'homme d'affaires, roi auto-proclamé de la négociation, va devoir apprendre à gouverner. ◆

Environnement Priorité aux énergies fossiles : des résistances internes et externes

Ce qu'il a dit

«Le concept de réchauffement climatique a été inventé par et pour les Chinois pour empêcher l'industrie américaine d'être compétitive.»

Le prochain chef de l'Etat le plus puissant du monde est un climatocéphale acharné. Il martèle que le réchauffement est une «connerie», un «canular», entretient la confusion entre météo et climat. Il a promis d'«annuler» l'Accord de Paris sur le climat, entré en vigueur le 4 novembre. Le directeur d'un think tank climatocéphale financé par l'industrie des énergies fossiles, Myron Ebell, pourrait diriger l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA). Trump a même dit vouloir supprimer celle-ci, tant ses réglementations seraient «une honte», qui «détruit le business». Le 45^e président veut lever les restrictions à la production d'énergies fossiles, dont le Clean Power Plan mis en place par Barack Obama pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays. Il veut relancer le projet d'oléoduc Keystone XL, auquel son prédécesseur avait mis son veto. Son credo : «Soutenir le charbon, les gaz et pétrole de schiste, «autoriser de larges zones de forage offshore». Et supprimer les crédits aux énergies renouvelables.

Et s'il le fait vraiment ?

«Il ne pourrait pas dénoncer l'Accord de Paris pendant trois ans. Et après, il y aurait un an de préavis», assure Ségolène Royal. La ministre de l'Environnement a raison... Si on ne lit que les deux premiers points de l'article 28 de l'accord. Mais le troisième stipule que «toute partie qui aura dénoncé la Convention [des Na-

tions unies sur les changements climatiques de 1992, ndr] sera réputée avoir dénoncé également le présent accord». Or, cette Convention peut être dénoncée en un an. Ceci dit, l'«accord resterait en vigueur même si les Etats-Unis en sortent, bien qu'il n'aurait alors pas grand intérêt. Le plus probable est que Trump ignore l'accord et les promesses du pays», estime l'avocat Arnaud Gossement.

D'autant que l'Accord de Paris repose sur des engagements nationaux et non contraignants de réduction des émissions de GES – pour l'instant très insuffisants pour contenir la hausse des températures en-deçà de 2°C. Si les pays n'instauraient pas les politiques adéquates, il restera une coquille vide. Quid de l'effet domino, si la Maison Blanche ne tient pas ses promesses (-28% de GES d'ici 2025 par rapport à 2005) ? Que fera la Chine, premier émetteur mondial ? «Si elle dit qu'elle a ratifié Paris car elle avait un intérêt propre à le faire et que les Etats-Unis ne dictent pas sa conduite, ce sera un signal très fort», avance Pascal Canfin, du WWF France. Et à l'intérieur des Etats-Unis ? «Ce n'est pas une entité homogène, rappelle-t-il. Il y a des Etats charbonniers ou pétroliers, d'autres très engagés en faveur des renouvelables, telle la Californie. Et des villes très progressistes.» Arnaud Gossement se dit aussi «convaincu que les Etats-Unis continueront d'avancer dans les faits, notamment au niveau des Etats fédérés». Reste qu'avec les républicains contrôlant le Congrès et la Cour suprême, Trump peut réduire à néant le Clean Power Plan et les normes de l'EPA. «Sur l'environnement, à la différence d'autres sujets tels que le

commerce international ou la diplomatie, il n'existe aucune capacité d'opposition dans l'appareil institutionnel et administratif américain. La seule possible : les ONG et les mouvements locaux. Bien malgré s'il veut aller au bout de ses idées», estime Maxime Combes, d'Attac.

Les associations se disent plus déterminées que jamais. «Aux Etats-Unis, le mouvement climatique va tout faire pour protéger les progrès que nous avons faits et continuer à pousser pour des mesures audacieuses, assure May Boeve, de 350.org. Nous avons besoin que le reste du monde aille de l'avant et regarde au-delà de la Maison Blanche pour s'associer à la société civile, aux entreprises et aux autorités locales.» Compter sur le volontarisme des entreprises ? Ségolène Royal y croit : «Les entreprises font de la stratégie bas carbone une valeur économique et sont très favorables à l'Accord de Paris.» «L'économie mondiale a déjà commencé à se tourner vers un futur «bas carbone», ajoute Achim Steiner, l'ex-patron du Programme des Nations unies pour l'environnement. Les marchés et l'économie vont probablement modérer tout changement de politique américaine. Ajoutez la croissance rapide du nombre d'entreprises qui emploient déjà des millions de gens dans des secteurs «bas carbone», et vous pouvez vous attendre à ce qu'une voix nationale forte influence Washington.» Maxime Combes, lui, n'y croit pas du tout : «Soyons sérieux : la main invisible des marchés n'est pas plus verte qu'elle n'est sociale ou juste. Il faut dire la vérité : l'élection de Trump est un cataclysme.»

CORALIE SCHAUB



Economie Grands travaux et baisses d'impôts, la grosse dette

Ce qu'il a dit

«Nous allons reconstruire les tranchées de banlieue.»

Donald Trump a mis l'économie au centre de son programme, en pariant sur une relance de l'activité par le déficit public. Une feuille de route qui semble relever d'une logique keynésienne, du moins en apparence. A en croire Donald Trump, ce sont près de 1000 milliards de dollars (918 milliards d'euros) d'argent public qui pourraient être dépensés pour des travaux, dont plus de la moitié irait à des programmes de réfection de routes, d'autoroutes, d'aéroports et autres ponts... Objectif : créer des emplois et relancer la consommation.

Et s'il le fait vraiment ?

Pour mettre en place cette politique, Trump ne devrait pas avoir de problème, d'autant plus qu'il aura la majorité au Congrès. Mais cela passera forcément par la hausse de la dette publique, ce qui pourrait singulièrement compliquer l'affaire. Car comment trouver 1000 milliards de dollars supplémentaires pour financer son plan de relance dès lors que la dette totale du pays avoisine déjà les 19600 milliards de dollars, soit plus de 103% du PIB américain. Par l'augmentation des impôts? Non. Le milliardaire affirme au contraire que les tranches passeront de sept à trois. Le magnat veut ainsi supprimer l'impôt sur le revenu des Américains gagnant moins de 25000 dollars par an.

Dans le même temps, le taux supérieur serait ramené de 39,6% à 25%. Quant à l'impôt sur les sociétés, il passerait de 35% à 15%. Selon le Tax Policy Center, un organisme politiquement indépendant, ces propositions fiscales auraient plusieurs conséquences. Ainsi, les 0,1% des Américains les plus riches bénéficieraient d'une réduction moyenne d'impôt de plus de 1 million de dollars en 2017, soit 19% de leur revenu après impôt, contre 7% pour le reste de la population. Une telle politique fiscale ne manquerait pas de mettre à mal les finances publiques du pays. Nombre d'économistes ont fait mouliner des modèles économiques. Adoptée, une telle politique fiscale comporte le risque de creuser encore plus le déficit public annuel (2,44% du PIB en 2015) tout en augmentant la dette.

A dépenses sociales constantes, la dette des Etats-Unis atteindrait les 150% du PIB à la fin du mandat Trump. Certes, la réduction des impôts est une musique qui a plu aux oreilles d'une majorité des électeurs. Mais alors, comment baisser, comme l'a promis le candidat Trump, le prix des médi-

caments, aider les héroïnomanes, faire en sorte que les sans-abri ne meurent plus dans les rues sans augmenter la dette publique? En baissant d'autres dépenses sociales...

Il ne restera à l'équipe qu'une solution pour financer les projets d'infrastructures: émettre des bons du Trésor américains. Et c'est là que les choses risquent de se corser encore plus. Certes, pour l'instant, les Etats-Unis parviennent à s'endetter à peu de frais. Lorsque le Trésor américain propose à la vente ses bons sur les marchés financiers internationaux il y a (presque toujours) assez d'investisseurs pour en acheter. La demande d'obligations publiques américaines est supérieure à son offre. Résultat? Les Etats-Unis se financent facilement, avec des taux d'intérêt relativement bas.

Mais cet univers financier pourrait prochainement entrer dans une zone de turbulence. La bête noire des investisseurs a un nom: l'incertitude. Plus elle est grande, notamment lorsque le programme politique économique d'un pays est flou, fragile ou aventureux, plus les investisseurs se montrent récalcitrants à souscrire des obligations publiques. Ne reste alors plus qu'une solution pour le pays qui tend la main sur les marchés financiers: proposer une hausse de la rémunération de ses bons d'Etat. C'est exactement ce scénario qui pend au nez de la future administration Trump. Des taux obligataires qui se mettent soudainement à monter en flèche. Une partie de plus en plus importante des impôts collectés qui servirait à payer les intérêts de la dette. Un cercle vicieux. Cumuler un programme de moins-disant fiscal et d'ambition de relance budgétaire de grands travaux tient déjà de la sinécure. Il risque d'être mission impossible car il dépend aussi de la Chine. Ce pays-épouvantail pour Trump qui entend vouloir lui mener la vie dure en augmentant les taxes sur les produits «made in China».

Il faudra alors trouver une autre source de financement. Car ces deux pays se tiennent par la barbichette financière depuis près de deux décennies. L'administration américaine ne s'est jamais vraiment montrée virulente à l'endroit de Pékin. Et pour cause: les surplus en dollars engrangés dans les coffres de la Banque centrale chinoise, grâce à ses exportations, servent en partie à financer... l'achat de bons du Trésor of America. Faire la guerre commerciale à la Chine, c'est prendre le risque de «casser» cette relation. Et d'hypothéquer le plan de relance trumpien.

V.D.F.

Commerce Un protectionnisme impossible, sauf suicide collectif

Ce qu'il a dit

«America First», «l'Amérique d'abord»

Et s'il le fait vraiment ?

Une partie de l'Amérique rêvait d'entendre ses paroles, le président élu leur a tambouriné tout au long de la campagne. Donald Trump estime que l'économie américaine souffre d'une trop grande ouverture commerciale. Dans le viseur du futur locataire de la Maison Blanche: Pékin, qui manipulerait, selon lui, sa devise, faisant en sorte qu'elle soit sous-évaluée. Alors quand se pose la question des 530 milliards de dollars (487 milliards d'euros) de déficit commercial, la réponse trumpienne est toute trouvée: la faute à la Chine (ou au Mexique). Pour relancer l'industrie manufacturière, il suffira alors de taxer les produits importés.

Trump veut aussi attaquer Pékin pour subventions illégales accordées aux entreprises chinoises et pour vol de propriété intellectuelle. Au-delà de quelle juridiction? De l'Organisation mondiale du commerce, dont il jure par ailleurs, paradoxe de plus, vouloir claquer la porte. Seulement voilà, il ne se trouve pas un économiste

réfléchi pour soutenir un tel programme. Pire, la plupart estiment ce protectionnisme impossible à mener. «Sauf à organiser un suicide économique collectif. Avec lui tout est possible», lâche avec un brin d'humour un économiste qui ne croit pas un seul instant que le bonimenteur Trump puisse honorer ses paroles.

Commençons par le début et plaçons-nous aux Etats-Unis dans les ports, les aéroports... là où figurent des douanes et où sont débarquées, chaque jour, des dizaines de milliers de containers venant du monde entier. Par ordre décroissant des fournisseurs, il y a la Chine, le Canada, le Mexique, le Japon, l'Allemagne (la France arrive en huitième position). Le milliardaire s'est bien gardé de dire à ses électeurs à quel point ce commerce international avait changé de forme depuis une trentaine d'années. Aux Etats-Unis, comme dans la plupart des économies développées, ce ne sont plus des produits finis qui y sont débarqués mais, de plus en plus, semi-finis. Bien plus qu'un simple nuance. «Il a aussi oublié de leur dire que les exportations américaines ont un fort contenu en importations», explique

Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg. Pour qualifier cette organisation, les économistes parlent de «fragmentation des processus de production». Un composant dans un pays, un autre ailleurs, etc. Et en bout de chaîne, un lieu où le produit final est assemblé. Trump crie haut et fort qu'il va taxer les produits chinois ou encore mexicains. Mais taxer, par exemple, un iPhone en partie assemblé en Chine, c'est par effet de ricochet taxer des pays «amis» des Etats-Unis, comme le Japon, la Corée du Sud, le Vietnam, etc. La raison est simple: l'iPhone contient lui aussi un très fort contenu en composants produits, par exemple, au Japon, en Corée du Sud... Voilà qui risque de coïncider les velléités protectionnistes de Trump. D'autant que les lobbies industriels américains, qui profitent à plein de la fragmentation industrielle, ne manqueront pas de donner de la voix. Et comment imaginer que la Chine ou le Mexique resteront sans organiser la moindre rétorsion? Trump risque de faire ce que nombre de dirigeants baratiniers font: on gagne les élections. Et après on voit.

VITTORIO DE FILIPPIS

Obamacare Priver 22 millions de personnes d'assurance santé

Ce qu'il a dit

«Si nous n'abrogeons pas la réforme Obamacare pour la remplacer, nous allons détruire le système de santé américain pour toujours.»

Et s'il le fait vraiment ?

Bête noire des républicains, l'Obamacare a de mauvais jours devant elle. Cette réforme du système d'assurance de santé américain, aussi appelée Affordable Care Act (ACA) et dont le président Obama est si fier, est entrée en vigueur en 2014, quatre ans après avoir été votée. Elle faisait déjà l'unanimité contre elle auprès des républicains du Congrès. Depuis, Donald Trump a fait de sa destruction une promesse de campagne. Mercredi, quelques heures à peine après l'annonce de l'élection du milliardaire, Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants et son collègue Mitch McConnell, chef de la majorité au Sénat, revendiquaient vouloir suivre la volonté du nouveau président élu et balayer l'Obamacare. «C'est placé en haut de notre agenda», a annoncé ce dernier.

A partir de 2017 et l'entrée en

fonction du nouveau Sénat élu mardi, les républicains n'auront plus qu'une courte majorité (51 sièges). Et si les démocrates choisissent d'utiliser la procédure dite «d'obstruction parlementaire», les républicains auront besoin de 60% des votes. Pour pallier cela, ils pourraient utiliser une «budget reconciliation», c'est-à-dire une disposition qui permet de modifier une loi existante dans le but de rendre les dépenses publiques conformes au budget fédéral déjà voté. Pour la valider il suffit d'une majorité simple que le parti est quasi sûr d'obtenir.

«Les conservateurs s'opposent principalement à l'obligation de s'assurer et à la régulation par les instances fédérales du marché de l'assurance», explique Valérie Paris, spécialiste des politiques de santé à l'OCDE. Selon une étude de 2015 du bureau du Congrès sur le budget, une suppression de l'Obamacare permettrait de réduire le déficit public de 193 à 282 milliards de dollars (entre 177 et 259 milliards d'euros). Mais il ferait aussi perdre à environ 22 millions de personnes leur couverture santé. Un peu dur à

avalier pour les électeurs américains. Les Etats-Unis ont des dépenses de santé parmi les plus élevées au monde. Les pontes du Parti républicain prévoieraient donc une période de transition de deux ans avant le démantèlement de l'Obamacare. Cela leur donnerait le temps de mettre en place un système fait maison, et de laisser passer les élections de mi-mandat, en 2018, où un tiers du Sénat et l'entièreté de la Chambre des représentants seront en jeu.

Pour l'héritage d'Obama, un tel scénario serait catastrophique. Dix-sept millions de personnes ont gagné une couverture santé depuis l'entrée en vigueur de la réforme en 2014, permettant d'atteindre le plus bas taux de non-assurés de l'histoire des Etats-Unis: 8,6% au début de l'année. Seulement, l'Obamacare n'est plus aussi populaire qu'à ses débuts: les prix moyens des assurances proposées devraient augmenter de 25% l'an prochain, selon des prévisions fédérales. Plusieurs assureurs ont déjà décidé de sortir du système.

AUDE MASSIOT



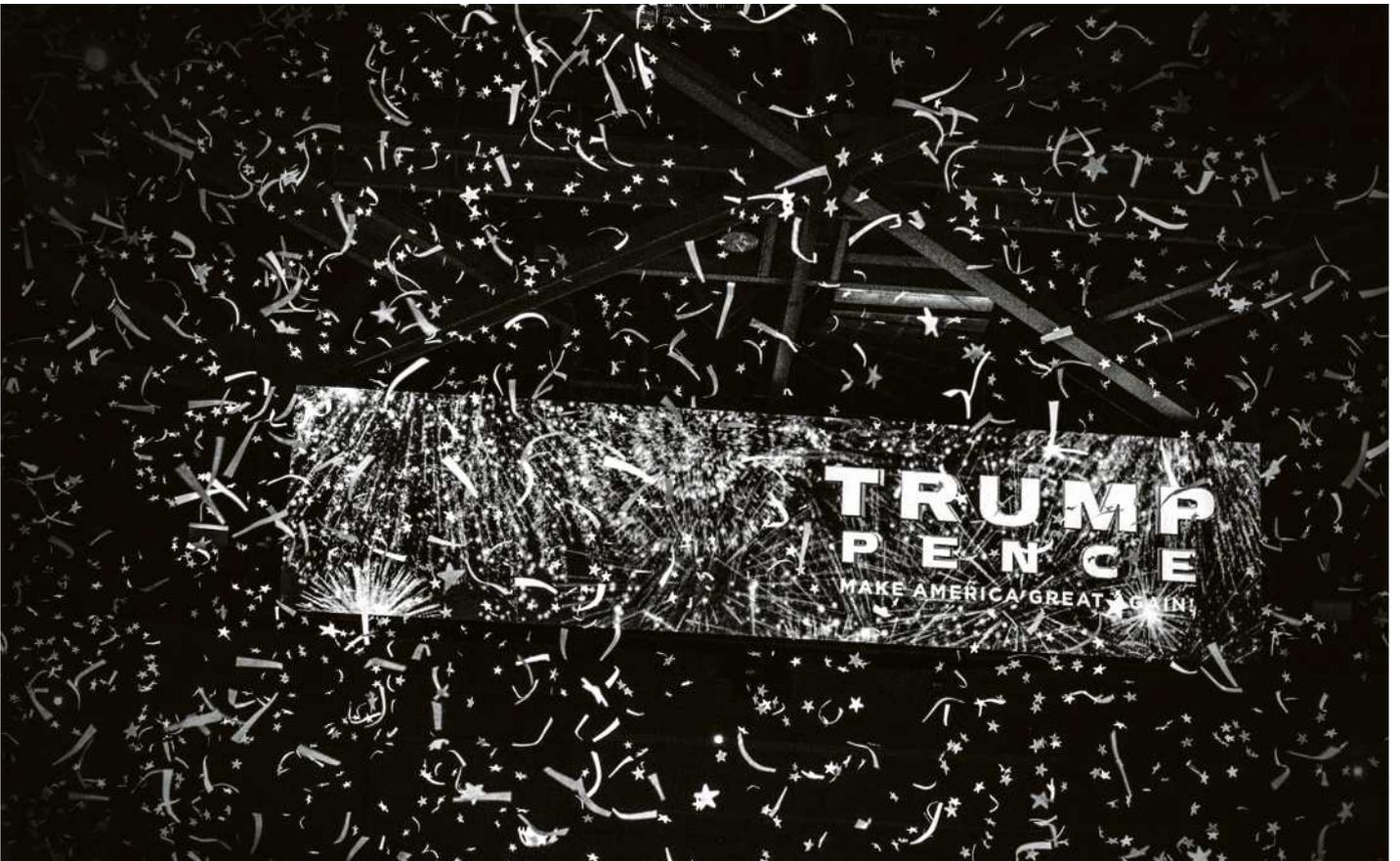
Meeting à North Charleston, en Caroline du Nord, le 19 février. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA



Meeting à Lowell, dans le Massachusetts, le 4 janvier. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA



Meeting à Lowell, Massachusetts, le 4 janvier. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA



Convention nationale républicaine à Cleveland, Ohio, le 21 juillet. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA

Immigration Construire une machine à expulser

Ce qu'il a dit

«Le premier jour, nous allons construire un beau mur frontalier, concret, impénétrable, grand, puissant. Et le Mexique va payer ce mur. A 100%. Ils ne le savent pas encore, mais ils vont payer.»

Et s'il le fait vraiment ?

Tout au long de la campagne, l'immigration illégale a été une obsession du candidat Trump. Sa promesse la plus emblématique a été la construction de ce mur géant entre les Etats-Unis et le Mexique. Une barrière, dont la construction a commencé il y a dix ans, existe déjà, en dur ou en grillage, sur environ 1000 kilomètres, mais elle a été construite en pointillés. Pour Trump, il reste donc 2000 kilomètres à bétonner. «Le problème, c'est que là où le terrain le permettait facilement, ça a été fait. Sur les autres tronçons, en particulier des canyons très escarpés, cela va être extrêmement coûteux», pointe Isabelle Vagnoux, spécialiste de la politique américaine à l'université d'Aix-Mar-

seille. Notamment car le dispositif de surveillance permanente requiert une technologie militaire. » Trump promet par ailleurs de recruter 5000 gardes-frontières supplémentaires, soit une hausse de 25%.

Le président mexicain, Enrique Peña Nieto, a évidemment annoncé qu'il refuserait de payer ce mur, dont le prix est évalué entre 10 (selon Trump) et 25 milliards de dollars (9 à 23 milliards d'euros). Une position «non négociable». Mais le président élu a déjà détaillé son plan pour le faire changer d'avis. Il menace de couper le robinet des fonds qui sont envoyés chaque jour par les travailleurs mexicains à leurs familles restées au pays, en reformant les conditions d'utilisation des agences de transfert d'argent. Ce chantage financier – la manne est cruciale pour le Mexique – est censé faire plier le «merveilleux président mexicain, un homme que je respecte beaucoup», a précisé Trump après l'avoir rencontré. Le magnat de l'immobilier a aussi promis d'expulser un nombre re-

cord de clandestins et de tripler le nombre d'agents dédiés à cette tâche. «Obama était déjà surnommé l'«expulseur en chef», rappelle Isabelle Vagnoux. Des centaines de milliers de sans-papiers ont été renvoyés chez eux, surtout au début du premier mandat.» Trump, qui s'est fait le chantre des Américains blancs déclassés, veut aller plus loin. «Il y a beaucoup d'immigrés qui sont des travailleurs illégaux non qualifiés, peu éduqués, qui entrent en compétition avec les travailleurs américains légaux, et qui tirent profit du système», expliquait-il cet été.

«On estime à 11 millions le nombre de sans-papiers aux Etats-Unis, et le flux des arrivées n'augmente pas. Au contraire, après la crise de 2008, il y a eu plus de départs que d'entrées de Mexicains, par exemple», note Jean-Jacques Kourliandsky, spécialiste de l'Amérique latine à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Mais Trump, dans le sillage de la pensée conservatrice de l'idéologue Samuel Huntington, en fait une menace pour le citoyen amé-

ricain blanc, protestant. Ses saillies racistes sur les Mexicains «violeurs» ou «qui apportent des maladies» ont provoqué une mobilisation historique de la communauté latino le jour du vote. » 15% des électeurs de mardi étaient des Latino-américains, selon les estimations, contre 11% il y a quatre ans.

Les réformes sur l'immigration feront l'objet d'une rude bataille au Congrès. Car le Président aura certainement une «cohabitation compliquée avec son propre parti», prédit Jean-Jacques Kourliandsky. Une partie des élus républicains, proches des milieux d'affaires, sont en effet favorables à une certaine tolérance concernant la présence de travailleurs sans-papiers sur le sol américain, qui constitue une main-d'œuvre bon marché.

En revanche, Trump va pouvoir, dès son entrée en fonction et d'un simple trait de stylo, annuler le décret présidentiel dit Daca, pour Deferred Action for Childhood Arrivals. Il protège actuellement 600 000 personnes de l'expulsion. Agacé par les

blockages à répétition du Congrès, Obama avait en effet signé ce texte en 2012: il permet temporairement aux immigrés qui sont entrés sur le sol américain lorsqu'ils étaient mineurs de rester aux Etats-Unis. Son successeur a promis de dynamiter cette garantie.

Trump a aussi annoncé qu'il entendait renforcer les contrôles d'immigration légale. «Je vais demander au département d'Etat une liste des pays en provenance desquels l'immigration doit être suspendue tant que n'a pas été mis en place un mécanisme de vérification extrêmement minutieux. Je dis extrême, car ça sera dur, a-t-il affirmé. Une autre réforme impliquera pour les candidats à l'immigration [...] une certification idéologique, pour être sûrs que ceux qui sont admis dans notre pays partagent nos valeurs et aiment notre peuple.» Une procédure qui apparaît presque light pour un candidat qui, dans un premier temps, avait émis l'idée d'interdire tout visa pour les musulmans.

CÉLIAN MACÉ

Isolationnisme Ferrailer à l'Otan et écraser l'EI

Ce qu'il a dit

«Je veux conserver l'Otan, mais je veux qu'ils payent. Nous protégeons des pays dont personne n'a entendu parler et on va finir avec une troisième guerre mondiale.»

Et s'il le fait vraiment ?

L'Alliance atlantique est selon Trump «obsoleète» et beaucoup trop chère. Tout au long de sa campagne, il a promis d'ôter la protection militaire aux Etats membres européens qui ne contribuent pas suffisamment aux dépenses. Cette remise en cause, sans précédent, des engagements de l'Otan risque de délier les mains de Vladimir Poutine, craint-on en Estonie, Lituanie et Lettonie, où a été très mal vécue l'incursion russe en Ukraine, et plus généralement la croisade du Kremlin pour défendre les «populations russophones» de l'étranger proche. D'autant que les alliés ont prévu de déployer plusieurs milliers d'hommes supplémentaires début 2017 aux pays baltes et en Pologne. Pour Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, le désengagement annoncé par Trump est impensable: «Face au nouvel environnement sécuritaire difficile [...] le leadership des Etats-Unis est plus important que jamais.»

Si la russophilie de Trump reste encore à prouver, le républicain a pris un malin plaisir à afficher sa sympathie pour le président russe, «un leader fort». Trump a toujours refusé de critiquer Poutine sur sa politique expansionniste, que ce soit en Syrie ou en Ukraine, laissant même entendre qu'il pourrait reconnaître l'annexion de la Crimée et envisager la levée des sanctions contre la Russie. Un tel revirement de leur politique étrangère risque d'isoler les Etats-Unis sur la scène internationale, ce qui semble, du reste, faire partie des plans de leur prochain président.

Ce qu'il a dit

«Je les bombarderai jusqu'à les réduire en merde puis prendrai leur pétrole.»

Et s'il le fait vraiment ?

Le double objectif établit un raccourci entre l'Etat islamique qu'il faut attaquer et les ressources pétrolières de la région irako-syrienne qui ne sont pas entre ses mains. Récemment, Trump a dit son intention de commander aux généraux américains «un plan pour vaincre l'Etat islamique dans les trente premiers jours» de son mandat. Dans la formulation plus policée que l'on peut lire dans le programme officiel sur son site de campagne, une rubrique unique concerne la «politique étrangère et vaincre l'Etat islamique». Il s'agit en fait de poursuivre la guerre actuelle contre l'organisation terroriste: des opérations militaires agressives conjointes de la coalition, en travaillant avec «les alliés arabes au Moyen-Orient».

Bien plus ambitieuse apparaît la volonté affichée de «vaincre l'idéologie du terrorisme islamique extrémiste comme on a gagné la guerre froide». Car dans le même temps, Donald Trump prône une politique de désengagement des Etats-Unis, qui «n'ont pas vocation à être les gendarmes du monde». Ils doivent aussi «renoncer à la stratégie de bâtir les nations et changer les régimes». Sur ce plan, il ne ferait que suivre le chemin entamé ces dernières années par Barack Obama, se démarquant de son prédécesseur républicain George W. Bush. Le problème est justement que la mauvaise gestion des Etats post-dictatoriaux de Saddam Hussein en Irak ou Muammar al-Kadhafi en Libye a favorisé l'émergence et le renforcement de l'Etat islamique.

VERONIKA DORMAN et HALA KODMANI

Avortement Retourner quarante ans en arrière

Ce qu'il a dit

«Il faudra des punitions pour les femmes qui avortent.»

Et s'il le fait vraiment ?

L'interdiction de l'avortement, sans aucune exception, figure dans le programme du parti républicain adopté à la Convention cet été: «Nous affirmons l'aspect sacré de la vie humaine, et affirmons que l'enfant non-né a un droit fondamental à la vie qui ne peut pas être enfreint.» Le nouveau vice-président, Mike Pence, qualifié d'«extrémiste» par un député démocrate, est lancé dans une croisade personnelle contre l'IVG, promettant de couper les subventions du Planning familial. Donald Trump, lui, a beaucoup zigzagué sur la question. Après avoir défendu dans le passé le libre choix, puis seulement en cas de force majeure (viol, inceste, santé de la mère...), le candidat s'est affiché «pro-life» durant sa campagne. Le 30 mars, il a fait scandale lors d'une interview à la télé en réclamant des punitions pour les femmes qui avorteraient malgré une interdiction de l'IVG. Avant de rétro-pédaler dans un communiqué: seuls «les médecins pratiquant l'avortement, et non les femmes, seraient légalement responsables». Et de

déclarer sur NBC: «Des lois sont en place. Je pense qu'il faut les laisser ainsi.» Finalement, lors du dernier débat, il a assuré que la Cour suprême reviendrait «automatiquement» sur la loi de 1973, «puisque [il] mettra des juges "pro-life" à la Cour» et que «ce sera ensuite aux Etats d'en décider». Selon l'institut Guttmacher, 17 Etats ont passé des lois restreignant le droit à l'IVG en 2016.

Le droit à l'avortement est protégé aux Etats-Unis depuis 1973 par l'arrêt de la Cour suprême «Roe vs Wade» qui considère qu'il est du ressort de la vie privée. En 2012, 700 000 avortements ont été recensés aux Etats-Unis, soit 13 IVG pour 1000 femmes. Le sujet reste pourtant très polémique, et selon une étude de 2016 de l'institut Pew, seuls 56% des Américains estiment que l'IVG doit être permise dans la majorité ou la totalité des cas.

«Le souhait d'interdire l'avortement procède bien sûr de valeurs conservatrices issues de la religion catholique et protestante, mais aussi de la peur des changements démographiques, analyse la chercheuse Marie-Cécile Naves. Aux Etats-Unis, plus d'un enfant sur deux qui naît est métis ou issu des minorités. D'ici trente ans, les Blancs d'origine européenne seront mino-

ritaires. Le fantasme existe selon lequel si on interdit l'IVG, les femmes blanches auront plus d'enfants.» La question fait toujours l'objet de batailles juridiques. Mais dans une décision majeure, le 27 juin, la Cour suprême a encore réaffirmé, à 5 juges contre 3, le droit des femmes à se faire avorter, en déclarant illégale une loi texane de 2013 qui imposait des restrictions aux cliniques.

Pour que la loi fédérale change, il faudrait que la Cour suprême, saisie par un citoyen, décide de revenir sur l'arrêt «Roe vs Wade». Or, la composition de la plus haute instance judiciaire du pays pourrait changer. Deux juges progressistes et un modéré, âgés de 78 à 83 ans, pourraient être remplacés rapidement. Le neuvième siège, vacant depuis la mort de l'ultraconservateur Scalia, en février, sera, lui, bientôt pourvu. Parmi les 21 candidats figure le catholique Bill Pryor, pour qui la loi de 1973 est la «pire abomination de l'histoire du droit». Malgré tout, Janel George, directrice du National Women's Law Center, est plutôt optimiste: «Même avec Scalia, la loi était inamovible. Des décennies de jurisprudence seront difficiles à renverser.»

LAURENCE DEFRANOUX et TOLLY TAYLOR



Trump, Brexit, Le Pen: les ressorts communs d'un vote de repli

La progression inexorable des populismes dans les urnes répond à des situations locales diverses, mais obéissent toutes à un rejet de la modernité.

Victoire du Brexit au Royaume-Uni, élection de Donald Trump aux Etats-Unis, progrès du Front national en France: autant de symptômes de la « vague populiste » qui touche, dans des formes et des proportions diverses, nombre de pays occidentaux. « Plus le phénomène s'étend, moins les spécialistes parviennent à en donner une définition cohérente, reconnaît Jean-Yves Camus, spécialiste des droites radicales. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas entre eux un certain nombre de points communs, à la fois dans leur sociologie et leurs motivations. »

IGNORANCE OU MÉPRIS

Selon l'institut américain Edison Research, le bulletin Trump serait ainsi surreprésenté parmi les électeurs blancs peu ou pas diplômés. Une même corrélation entre vote et niveau de diplôme a été constatée au printemps chez les partisans du Brexit. Ce lien est aussi vérifié, d'élection en élection, parmi les électeurs du Front national. Il fait d'ailleurs l'objet d'une âpre controverse entre le parti d'extrême droite et ses détracteurs. Les premiers en concluent parfois que le vote FN est d'abord le fruit de l'ignorance quand les seconds ne voient dans cette analyse sociologique que mépris envers les électeurs.

Loin de ces deux caricatures, la corrélation illustre d'abord un lien entre faible niveau de diplôme et emplois peu qualifiés, mal rémunérés, plus exposés à la machinisation ou aux délocalisations. Pour Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop, le diplôme joue également « sur la vision du

Point commun entre les trois électors: leur répartition géographique, faible dans les grands centres urbains.



Meeting de Trump à Carmel, Indiana, le 2 mai. PHOTO MARK PETERSON. REDUX-REA

monde de son détenteur, en lui offrant un bagage qui permet de s'adapter aux mutations de la société. Si deux personnes ont le même revenu, mais pas le même parcours scolaire, il y a de fortes chances qu'elles n'aient pas non plus la même vision du monde. D'ailleurs, le niveau de rémunération est un indicateur moins fiable que le diplôme concernant le vote populiste». Selon les sondages, Donald Trump serait en effet plus populaire parmi les hauts revenus qu'au pied de l'échelle salariale – un constat que nuancerait sans doute une analyse des mêmes catégories selon l'origine ethnique.

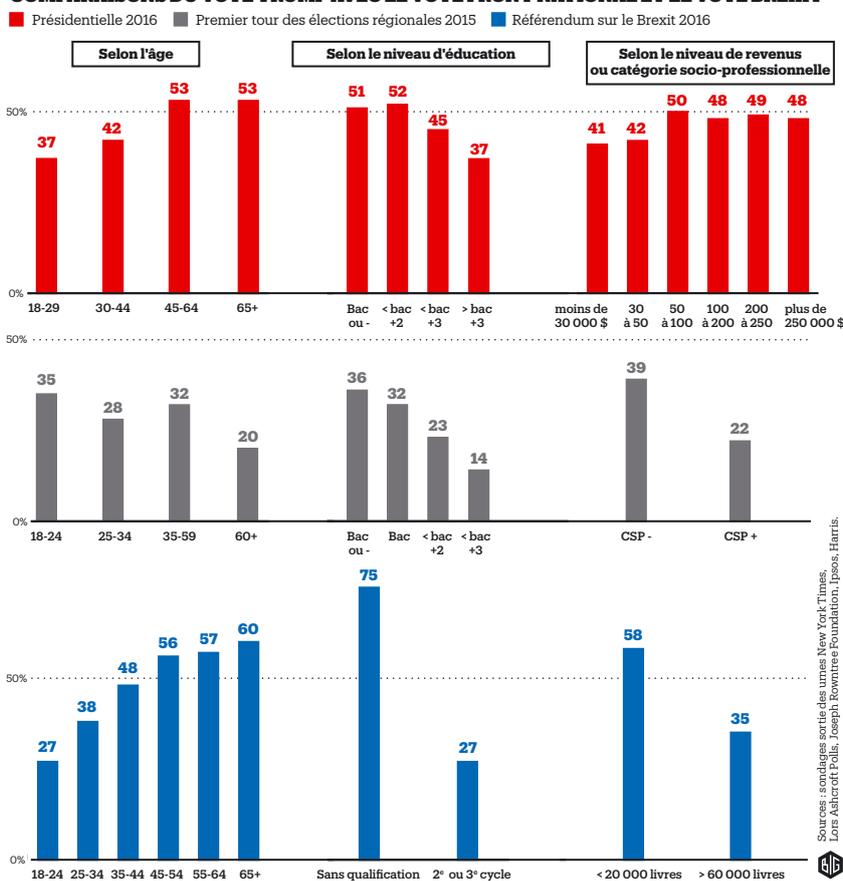
RÉVOLTE DES «PÉRIPHÉRIES»

Autre point commun entre les trois électors: leur répartition géographique, faible dans les grands centres urbains, plus forte, voire majoritaire, dans les villes moyennes et les campagnes. De quoi donner corps à l'idée d'une révolte des «périphéries» (malgré la diversité des territoires désignés par ce terme) contre les métropoles intégrées à la mondialisation. Région des grands lacs aux Etats-Unis, nord et nord-est de la France, cœur industriel de l'Angleterre: autant de territoires où s'est particulièrement fait sentir la dynamique des populismes de droite.

En revanche, le FN se singularise par son peu de succès auprès des électeurs âgés. Alors que le camp du Brexit comme Donald Trump ont pu compter sur les classes d'âges les plus élevées, le parti de Marine Le Pen apparaît régulièrement sous-performant chez les seniors. Un handicap de taille, car ces derniers représentent une part importante du corps électoral français, et la classe d'âge dont le taux de participation est le plus élevé. Pour Jérôme Fourquet, cela tient « à des conceptions de la nation qui varient selon l'âge et le pays. Par exemple, le Royaume-Uni n'a rejoint l'Union européenne qu'en 1972. Les seniors britanniques ont donc vécu les années précédentes, et peuvent voir en elles une belle époque à retrouver ». Sans que leurs profils respectifs se recoupent parfaitement, ces bases électorales affichent de semblables motivations: rejet de la globalisation économique, refus de l'immigration et du multiculturalisme, rejet des élites, notamment politiques et médiatiques, aspiration à renouer avec un passé idéalisé. Ces volontés communes n'excluent pas des divergences selon les pays, par exemple sur le statut de la religion majoritaire ou l'intervention de l'Etat. Demeure, au-delà de ces nuances, l'idée de refaire de la communauté nationale un ensemble clos et homogène, protégé par ses frontières d'une modernité destructrice.

DOMINIQUE ALBERTINI

COMPARAISONS DU VOTE TRUMP AVEC LE VOTE FRONT NATIONAL ET LE VOTE BREXIT



Hors-série 52 pages - Actuellement en kiosque

LIBÉRATION HORS-SÉRIE OCTOBRE-NOVEMBRE 2016 4,50 €



Libé
HORS-SÉRIE

OBAMA BLUES

Après deux mandats riches en symboles, le premier président noir des États-Unis s'apprête à quitter la Maison Blanche.

M 0382 10214 F 4,50 € HT

En 2010, PHOTOGRAPH BY VINCENT BENDIX, K. ECHO PHOTOVIA A. GALERIE

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE - BEL/LUX 4,90 € - ALL/ESP/ITA/GR/PORT (Cont) 5 € - SUI 6 CHF - DOM 8,90 € - CAN 8,50 \$ CAN

10 Obama



Jeffrey Eugenides
«Le simple fait de regarder le nouveau président était un acte révolutionnaire»

MISTER PRESIDENT. JE VOUS FAIS UNE LETTRE

**OBAMA
BIBLIOTHÈQUE**



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
U	V	W	X	Y	Z				

Obama
ET L'ÉCONOMIE



Une fracture non acquittée



Ce qui me donne de l'espoir, ce sont les manifestations, les jeunes dans les rues

HECTOR TOBAR



Ecrivain et journaliste, auteur de *Printemps barbare* et *les 33: la fureur de survivre*

Ce qui va se passer est totalement imprévisible. Trump a été porté au pouvoir par une vague de colère économique, mais il est le représentant d'un parti qui n'a jamais adopté le genre de réformes fiscale et commerciale qui seraient nécessaires. Le parti républicain n'est pas là pour réduire les inégalités! Et pourtant, c'est sur ce programme qu'il a été élu. Que peut-il faire? Je n'en sais rien, et son parti non plus d'ailleurs. Notre système est suffisamment grand pour prévenir certains excès, et il y a des talents dans ce pays, donc j'espère que des gens intelligents vont le modérer, j'essaie d'être optimiste. Ce qui me donne de l'espoir, ce sont les manifestations, les jeunes dans les rues. Cette élection est une leçon sur l'importance du processus démocratique, il y a là quelque chose à méditer. Trump a été élu suite à une extraordinaire campagne de désinformation. Jusqu'au dernier moment, je pensais que ses défauts l'empêcheraient de gagner, je pensais que ça jouerait. Mais Clinton n'a pas réussi à convaincre autant de votants blancs qu'Obama l'avait fait. Elle ne pouvait donner l'impression qu'elle allait se battre con-

tre l'establishment, puisqu'elle en fait partie. Et voilà le résultat, notre premier président néofasciste. Cela dit, l'idée qu'on découvre «l'Amérique de Trump» est idiote, on la connaît depuis longtemps, et il y a des livres formidables qui ont été écrits sur le sujet récemment: *The Unwinding* de George Packer, *Hillbilly Elegy* de J.D. Vance, *White Trash* de Nancy Eisenberg... Les démocrates ont perdu le contact avec eux. Il est urgent qu'ils retrouvent leurs racines working-class [classe ouvrière, nldr]. Avant, ils pouvaient au moins compter sur les syndicats, ceux-ci sont désormais marginalisés.

Notre pays est complètement schizophrène. Il l'est depuis que des hommes formidables inspirés par le mouvement des Lumières ont créé une magnifique république, et inscrit l'esclavage dans la Constitution. On est capables d'élire Bush qui provoque une guerre en Irak, puis un homme noir extraordinaire dont le deuxième prénom est Hussein, puis Trump. Ces mouvements de balancier remontent à la fin de l'esclavage: la «blancheur» est un concept identitaire qui a été créé à cette époque, pour offrir un sentiment de supériorité aux Blancs qui se sentaient menacés, tout comme le mouvement des droits civiques a eu l'effet pervers de porter au pouvoir des conservateurs qui ont commencé à détricoter notre système social.

Désormais, nos élections ont un parfum de mélodrame, de soap-opéra. Elles sont devenues des fresques épiques qui durent deux ans, que l'on vit chapitre par chapitre, comme un roman de Dickens qui n'en finirait pas. On en sort lessivés.

Recueilli par **É.F.-D.**

Il y a des personnages épouvantables autour de lui

JEFFREY EUGENIDES



Ecrivain, auteur de *Middlesex*, L'Olivier, 2003; *le Roman du mariage*, L'Olivier, 2013

J'ai vraiment peur, je crois que je n'ai jamais eu aussi peur pour mon pays. Des peurs très précises, qui concernent les nominations à la Cour suprême, les codes de l'arme nucléaire, les gens dont Trump va s'entourer... Des gens comme Chris Christie [gouverneur du New Jersey, dont les proches collaborateurs viennent d'être reconnus coupables d'avoir fermé les voies d'accès d'un pont pour faire pression sur un maire, nldr], criminel patenté qui a réussi à se faufiler dans le nouveau gouvernement. Il y a des personnages épouvantables autour de Trump! Si au moins il s'entourait de gens raisonnables. Mais évidemment, personne de raisonnable ne l'a soutenu. On sait très bien qu'il ne fera pas le boulot, il ne sait pas ce qu'il fait, il ne travaille pas. Quand on compare avec Obama, qui passe ses nuits sur les dossiers, qui est intelligent, travailler! Mais tout ce qui fait sens normalement a été évacué dans cette campagne, toutes les normes ont été bousculées. Tous les faits ont été ignorés, bafoués. Trump montait sur scène et parlait de la faiblesse de notre armée... C'était comme vivre dans un film de science-fiction. Rien ne collait à la réalité. Cette élection est une mise en accusation de la capacité humaine à raisonner.

Recueilli par **É.F.-D.**

Quelle Amérique va bâtir Donald Trump?

Il incarne la même colère qui a conduit au Brexit

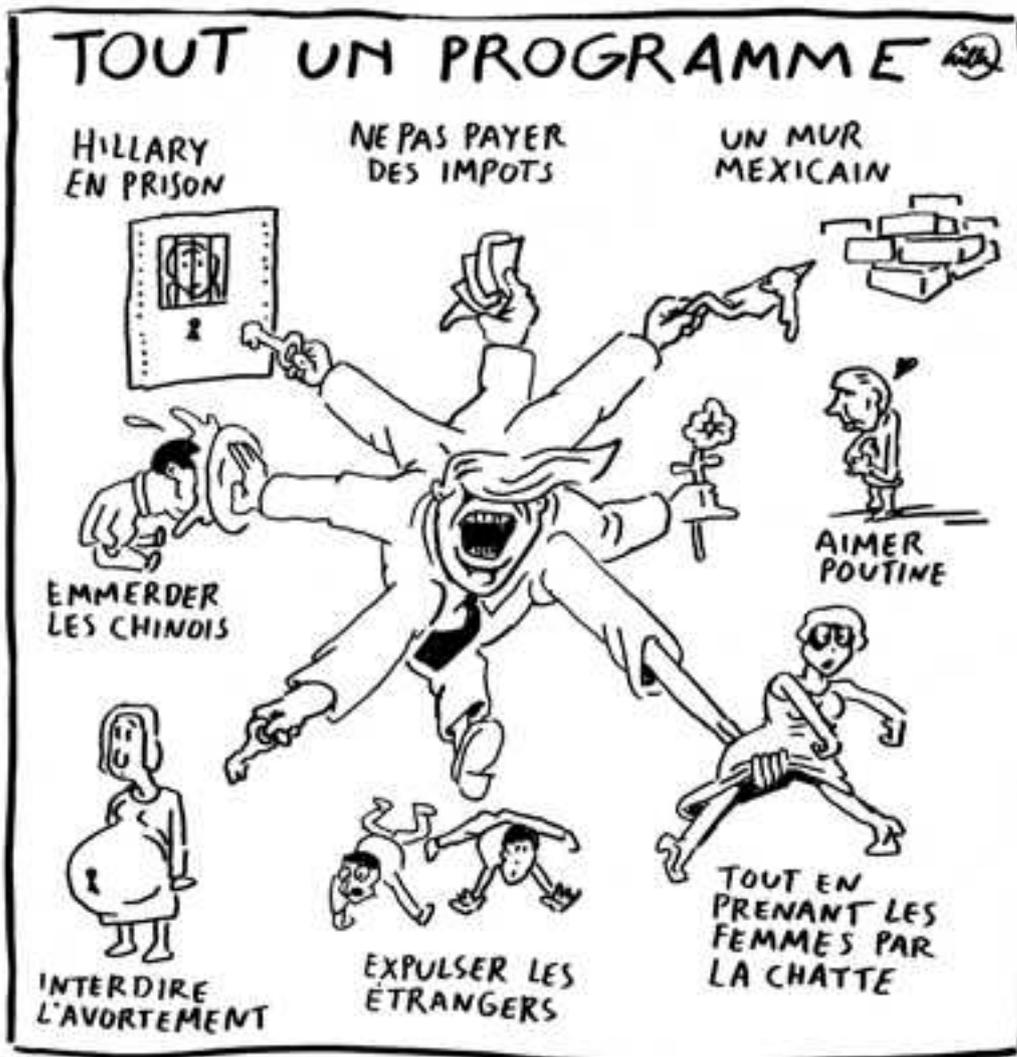
La victoire de Trump reflète l'échec des élites à saisir un mécontentement enraciné. C'est une réaction de colère à deux décennies d'augmentation des inégalités, au renflouement des banques et à une version de la mondialisation qui profite seulement à ceux qui sont au sommet, mais abandonne les gens ordinaires dans un sentiment d'impuissance. Hillary Clinton a été perçue comme l'incarnation du statu quo à un moment où les électeurs voulaient du changement. Elle n'a jamais trouvé le moyen de parler à cette partie de la société habitée par les peurs et les frustrations. Ces gens qui ont le sentiment que l'économie et la culture les ont abandonnés. Trump incarne la même colère et le même ressentiment qui ont conduit au Brexit et qui animent les partis populistes en Europe. Le défi est maintenant pour les responsables d'offrir une alternative inspirante au populisme de droite.

Recueilli par **A.Vé.**

MICHAEL SANDEL



Professeur de philosophie politique à Harvard, auteur de *Justice*, Albin Michel, 2016



Les féministes ont tout à gagner dans ce combat

SASKIA SASSEN



Professeure de sociologie à l'université Columbia (New York), auteure de *Expulsions*, Gallimard, 2016

Longtemps, l'économie a intégré le plus grand nombre, créé une classe moyenne solide. Depuis les années 80, la logique de privatisation, de dérégulation, de financiarisation de l'économie et d'ouverture des frontières portée par les grandes entreprises a développé une dynamique inverse, celle de l'expulsion et de l'exclusion... C'est ce principe que je décris dans mon livre et que symbolise Donald Trump, malgré ses postures contre les élites et un système économique inique. Il ne s'en est pas caché : il va considérablement augmenter l'exploitation des gaz de schiste. Une fois l'extraction faite, il ne reste qu'un paysage dévasté, le vide. Cette course à la croissance économique laisse des espaces économiques et sociaux exsangues, ébranle les quartiers modestes et une part grandissante des classes populaires. Au-delà de l'économie, l'Amérique de Trump doit s'attendre à une expansion de l'extraction minière, une chasse aux clans, des visites fréquentes dans la Russie de Poutine. Sans doute honorera-t-il

plus difficilement ses engagements en matière migratoire (contre les migrants et les musulmans) : cette politique exige du temps et il sera délicat de gérer les conséquences d'un tel bourbier idéologique. En quatre ans, il risque de se lasser...

En revanche, quelle ironie de voir un Trump s'engager dans une politique de grands travaux pour l'Amérique alors que ce n'est pas la philosophie du parti républicain. Pour Trump, construire, c'est ce qu'il sait faire, son lot quotidien ! C'est vrai que nous avons besoin de nouvelles infrastructures mais j'ai peur que le nouveau président songe plutôt à ériger des hôtels et des immeubles résidentiels de luxe... Voilà où nous en sommes : l'Amérique vient d'élire un candidat républicain extrême qui a une infime connaissance de ce vaste monde. On ne peut même pas dire que c'est sa fortune qui lui a donné le pouvoir, sa campagne a coûté moins cher que celle d'Hillary Clinton. Il a été capable d'être un média gratuit juste en étant lui-même, provoquant et ridicule. Il s'est déjoué des stratégies politiques ordinaires. En revanche, je pense que les Américaines, les féministes en particulier, ont tout à gagner dans leur combat contre Trump. Elles devraient en sortir en bien meilleure forme que lui, lui et ses déclarations de matamore.

Recueilli par C.D.

Nous n'avons aucune idée de ce que seront nos vies sous sa présidence

IMBOLO MBUE



Ecrivaine, auteure de *Voici venir les rêveurs*, Belfond, 2016.

J'ai voté pour la toute première fois mardi : une occasion piégée. Cette procédure démocratique est devenue tellement laide et grossière que je m'y suis rendue en ayant perdu tout enthousiasme à faire entendre ma voix. Il est triste de voir comment l'Amérique peut être à la fois si forte et si vulnérable, tant elle risque de perdre son chemin. Je suis inquiète quant à l'état du pays après une campagne marquée par l'amertume, cela n'augure rien de bon. Nous avons perdu notre capacité d'empathie. Ce moment n'a été qu'une occasion de calmer davantage ceux qui sont différents. Pendant que nous défendions fermement nos idées, à aucun moment, nous avons considéré que d'autres pouvaient aussi avoir une opinion et qu'il convenait de la respecter. Les divisions sont loin d'être nouvelles aux Etats-Unis mais nous avons franchi un pas. Les immigrés ont été rayés par les citoyens, les Noirs sont entrés dans des affrontements physiques avec les Blancs, les femmes ont été humiliées par les hommes, les enfants ont vu leurs parents se comporter de façon abjecte. Je ne sais pas quand et comment le pays va guérir de cela, mais compte tenu de ce qui est en jeu, je l'espère le plus tôt possible. Trump incarne l'inconnu. Nous n'avons aucune idée de ce que seront nos vies sous sa présidence. Toutes les personnes noires auxquelles j'ai parlé depuis les résultats s'inquiètent de savoir quelle vie se profile avec un président qui n'a eu aucun geste envers la communauté noire. Nous sommes inquiets des comportements racistes qu'il a cautionnés tout au long de sa campagne. Un ami qui vit dans un Etat du sud m'a confié qu'il était soudainement devenu nerveux à l'idée de se promener dans sa ville. L'Amérique n'a jamais été un endroit facile à vivre pour une personne noire et il est à craindre que les choses empirent. Je désespère de voir le jour où le rêve américain sera «relancé», quand la majorité de la richesse du pays ne sera plus aux mains d'une infime minorité. Mon espoir est que la promesse de Trump de raviver ce rêve ne s'applique pas seulement à ses partisans, les hommes blancs d'origine américaine, mais aussi aux Noirs et aux femmes de couleur, aux immigrés. A des gens comme moi.

Recueilli par A.Vé.



SUR LIBÉRATION.FR

Concours «Libé» Apaj Les membres du jury ont désigné, mardi, les lauréats Dessins et Photos de cette neuvième édition dont le thème était «Regards sur le travail». Alice Chemama remporte le premier prix avec ses «kangourous de l'apocalypse», Marie Bonnin le second avec son carnet sur Istanbul. Côté photos, «Le camionneur» de Nastasia Verdeil et la série sur les mains de Marie-Mélie Ramirez sont primés. PHOTO MARIE BONNIN

EXPRESSO

La candidature à la présidentielle, pour Macron, ce sera la semaine prochaine

Le leader d'En Marche devrait, selon nos informations, annoncer sa candidature pour 2017 d'ici vendredi 18. Il veut profiter de la primaire à droite pour se positionner en alternative à Alain Juppé.

Par **NATHALIE RAULIN**

Pour Emmanuel Macron, l'heure de vérité approche à grands pas. Le fondateur d'En Marche qui, dimanche à Tunis, disait se donner jusqu'à «Noël» pour «décider de sa candidature», devrait en réalité dissiper dès la semaine prochaine les doutes sur sa détermination à se lancer dans la course à l'Élysée. Selon nos informations, l'annonce de sa candidature interviendra entre le lundi 14 et le vendredi 18 novembre, la date précise dépendant encore de questions d'intendance, entre calibrage choisi pour solenniser l'instant et disponibilité de salle.

MUE

L'important est ailleurs. Macron, qui depuis le lancement de son mouvement se prévalait de tracer son chemin avec pour seule boussole «les préoccupations des citoyens», amorce sa mue de stratège. S'il a décidé d'officialiser son entrée dans la mêlée la semaine prochaine, c'est bel et bien dans l'espoir d'influer sur le cours de la primaire à droite, dont le premier tour est prévu le 20 novembre. Et plus précisément, de faire savoir aux électeurs progressistes de droite et de gauche que, pour barrer la route de l'Élysée à une Marine Le Pen gal-

vanisée par l'élection de Trump, il existe une alternative que le vote Alain Juppé... Cette décision, ses soutiens parlementaires (pour la plupart socialistes) l'y poussent depuis trois semaines. Pour un tout autre motif. La parution le 13 octobre du livre de confidences de François Hollande (*Un président ne devrait pas dire ça...*) a mis le feu à la gauche. Dans les deux jours qui suivent, des élus socialistes prennent d'assaut les portables d'En Marche, pour faire part de leur désarroi. «En portant une telle atteinte à la fonction, Hollande s'est disqualifié», estime l'un d'eux. Désormais c'est entre Valls et Macron que ça se joue.»

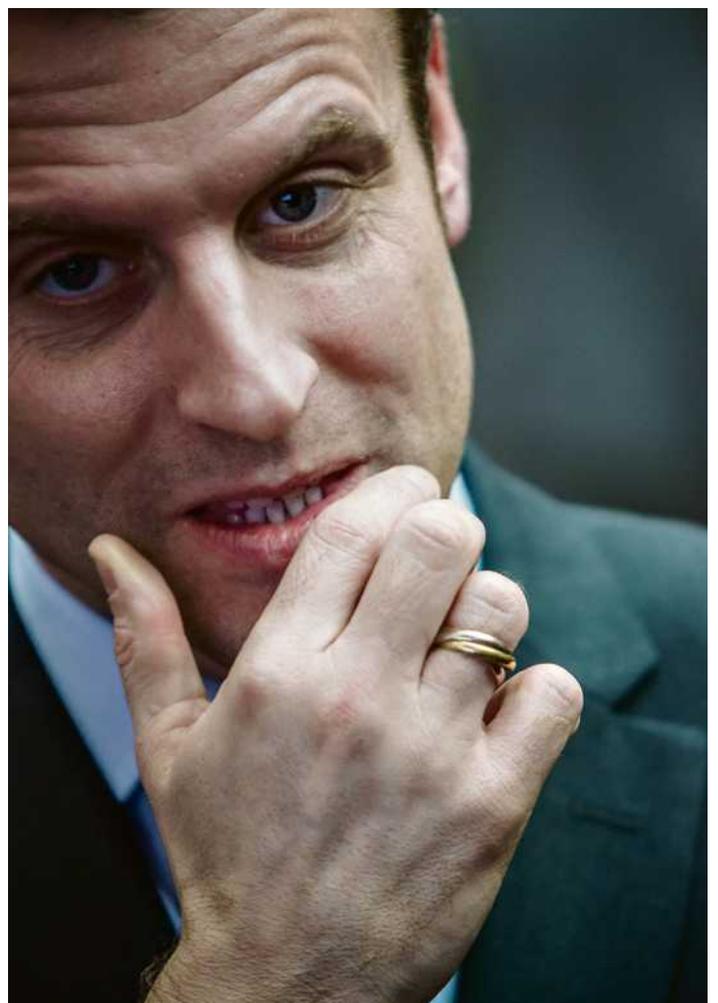
Au siège d'En Marche, les esprits s'échauffent. Persuadé que Manuel Valls va profiter du trouble général pour s'affranchir de Hollande et entrer dans l'arène, Gérard Collob, l'un de ses principaux soutiens, presse Macron de sortir du flou qu'il entretient sur sa candidature pour couper l'herbe sous le pied du Premier ministre. Au comité politique du mouvement, beaucoup partagent l'impatience du maire de Lyon. «L'incertitude démobilise nos troupes», avertit à son tour le sénateur François Patriat inquiet de l'effritement de la popularité de Macron dans les sondages. «Sur le terrain, on me demande vingt fois par jours si tu comptes vraiment y aller ou si, en fin de compte, tu roules pour Hollande!» Autre membre du petit cercle, la sénatrice Nicole Bricq abonde: «On ne peut pas lais-

ser la droite occuper le terrain, il faut y aller avant la primaire. Il faut laisser passer le 13 novembre, jour de commémoration des attentats. Le 16 novembre serait le moment idéal.»

Face à ces assauts, Macron écoute mais garde le silence. S'il ne le dit pas, il croit lui aussi à une forme de suicide politique du chef de l'État. Lui qui jusque-là s'appliquait à construire son image en contrepoint de son ancien patron à l'Élysée estime que l'enjeu n'est plus là. «Hollande ou Valls, ça n'a plus d'importance, assène un de ses proches. Le premier est démonétisé et le second sans valeur. Valls est un néoconservateur brutal et dénué de culture, un apparatchik qui n'a jamais signé de contrat de travail de sa vie. Au gouvernement, Macron a dompté la violence de Valls. Il n'a pas peur de lui.» Pour l'ancien ministre de l'Économie, il n'y a donc pas de raison de se soumettre à la «dictature de l'instant».

INCARNATION

Sa principale préoccupation est autre: pour réussir son pari de «refondation» politique et sociétale, Macron doit séduire au-delà de la gauche. Le ralliement le 12 octobre de l'UDI à la candidature d'Alain Juppé, donné favori de la primaire à droite, tout comme le refus de François Bayrou de s'engager à ses côtés ont sérieusement amenuisé ses chances de réussite. Sans le décourager: «Les électeurs centristes ne partagent pas forcément la logique d'appareil des élus de l'UDI», affirme-t-on au siège d'En Marche. Macron, qui confesse publiquement avoir avec le maire de Bordeaux des «convergences sur ce que peut et doit être la vie en société», attend son heure. Il tient aussi à avancer «dans le bon ordre». Courant octobre, au cours de trois meetings, il a présenté le «dia-



Emmanuel Macron, le 2 mars à l'Élysée. PHOTO LAURENT TROUDE

gnostic de la France qui subit», issu de la vaste consultation citoyenne lancée cet été. Avec 94 000 adhérents (gratuits), son mouvement est lui aussi en cours de structuration. Lui-même est en train de boucler le livre dans lequel il expose son «rapport à la France» et son «projet pour le pays». En commençant d'égrener jeudi ses propositions sur l'éducation et le rapport au

travail dans un entretien à l'Obs (1), Emmanuel Macron a levé l'ultime contrainte qu'il s'était donnée. «Il l'a dit depuis le début, après le programme vient le temps de l'incarnation», jubile Richard Ferrand, député PS récemment désigné secrétaire général d'En Marche. Une incarnation qui pourrait venir à point nommé: dans la foulée de l'élection de Donald Trump, une surprise lors de

la primaire à droite n'est pas exclue, à savoir une remontée foudroyante voire une victoire de Nicolas Sarkozy sur Alain Juppé. Dans ce scénario, qui verrait celui qu'il considère comme son principal obstacle sur le chemin de l'Élysée affaibli (ou même éliminé), Macron entend prendre une part active. ◀

(1) Retrouvez sur Libe.fr le détail de ses propositions sur le travail.

L'HOMME
DU JOUR



SUR LIBÉRATION.FR

Merci de l'avoir posée Dans le discours où elle a concédé sa défaite à l'élection présidentielle, mercredi, Hillary Clinton a employé l'expression «plafond de verre», inventée par des sociologues féministes dans les années 70. Qu'est-ce donc ? Kim Hullot-Guiot nous rafraîchit la mémoire. PHOTO JEWEL SAMAD, AFP



52 200

C'est le nombre d'emplois marchands (secteur privé non agricole) créés au troisième trimestre en France, soit une hausse de 0,3%, selon une estimation de l'Insee publiée jeudi. Une performance inédite depuis la crise de 2008. De juillet à septembre, les services sont de nouveau le secteur le plus dynamique (+31300, +0,3%). Et l'emploi intérimaire connaît un net rebond (+29600, +5,1%), après deux trimestres à l'arrêt. De quoi largement compenser de nouvelles destructions de postes dans l'industrie (-9100), dans le rouge depuis 2001. La construction, elle, connaît un début de frémissement (+300, +0,0%), certains postes étant par ailleurs comptabilisés parmi les intérimaires.

CONFLIT**i-Télé entre dans sa quatrième semaine de grève**

Depuis quelques jours, la direction de Canal + tente de faire passer dans les médias l'idée que la «*sortie de crise*» à i-Télé est proche. Une stratégie de communication qui n'a pas résisté à l'épreuve des faits jeudi. La rédaction de la chaîne d'information en continu a reconduit à 82% la grève, jusqu'à lundi matin. De quoi boucler la quatrième semaine du mouvement démarré le 17 octobre. Une nouvelle réunion entre les salariés et les dirigeants n'a pas permis de faire avancer les discussions. Les journalistes peuvent désormais compter sur le soutien de la ministre de la Culture, qui s'est enfin réveillée sur le dossier. Audrey Azoulay a reçu une délégation d'i-Télé et appuyé leurs revendications, dont celle portant sur la dissociation des fonctions de directeur général et de directeur de la rédaction. Les deux postes sont occupés par Serge Nedjar, un fidèle de Vincent Bolloré. **J. L.**

COMMERCE**Tafta: la France demande à l'UE la fin du secret des négociations**

Matthias Fekl ne cache pas son ire: «*Quand j'entends que la première réaction de la Commission européenne à l'élection de Trump est d'expliquer que le Tafta n'est "pas mort", j'ai l'impression que ces gens sont dans une réalité parallèle, dénonce à Libération le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur. Ce traité est mort depuis des mois et tout le monde le sait. C'est maintenant à l'Europe d'affirmer ses priorités et de passer à une nouvelle phase*». Matthias Fekl a fait partir cette semaine un courrier pour Bruxelles au nom de la France. Pour aboutir à des «*négociations plus transparentes*», il réclame notamment la fin du «*secret*», des «*clauses de révisions et de caducité*» pour éviter que des mandats transmis à la Commission puissent durer indéfiniment, ainsi que la «*transparence des équipes de négociations*». **L.A.**

COUP DE GUEULE**Alstom valide la super prime de départ de Patrick Kron**

La nouvelle est passée inaperçue dans la tourmente Trump: Patrick Kron, ancien PDG d'Alstom, va pouvoir garder son parachute doré de 6,5 millions d'euros et s'asseoir sur le veto de l'assemblée générale des actionnaires (dont l'Etat) qui avait pourtant rejeté ce pactole à 62%. Le conseil d'administration du groupe ferroviaire s'est en effet réuni en catimini mardi pour «*constater*» qu'il «*n'y avait pas de suite à donner au vote négatif*» exprimé le 5 juillet, apprend-on dans un communiqué diffusé mercredi. Kron, qui a quitté Alstom le 31 janvier, s'était vu attribuer cette prime, un peu moins généreuse que les 10,5 millions que les grands actionnaires reconnaissent avant de reculer devant la bronca déclenchée par cette somme. Car le principal fait de gloire de Patrick Kron aura été d'avoir mené à bien la vente, fin 2015, de la branche énergie d'Alstom à l'américain General Electric pour 12,5 milliards d'euros. Non sans avoir copieusement «*dégraissé*» les effectifs et laissé un groupe affaibli par plusieurs affaires de corruption. Arnaud Montebourg s'était opposé sans succès à cette cession en rase campagne. Puis son successeur à Bercy, Emmanuel Macron, avait jugé «*contraire aux principes éthiques que les grandes entreprises doivent avoir pour elles-mêmes*» le bonus de Kron. Pas de quoi donner des cas de conscience au conseil d'administration d'Alstom. **J.-C.F.** PHOTO REUTERS

A lire en intégralité sur Libe.fr

Galut fait entrer la «taxe Google» à l'Assemblée nationale

Yann Galut, député PS du Cher, a fait adopter jeudi en commission un amendement au projet de loi de finances 2017, visant à taxer les multinationales pratiquant l'optimisation fiscale. Les plus réfractaires à l'impôt sur les bénéfices étant les Gafa (Google, Apple, Facebook et Amazon), le terme «*Google Tax*» s'est imposé. Yann Galut propose d'en finir avec ces combines intragroupes permettant de faire remonter le profit d'une filiale vers un holding logé dans un paradis fiscal. «*L'idée est simple: taxer les bénéfices des multinationales réalisés sur le sol français, quelles font sortir*

artificiallement du pays.» En France, seules les PME paient l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) à son taux officiel de 33%. Les sociétés du CAC40, bardées de conseillers fiscaux, parviennent à le réduire à 8% en moyenne. Quant aux Gafa, ils tendent vers zéro au prétexte de n'avoir qu'une activité très temporaire, ponctuelle ou accessoire en France. Apple a ainsi amassé une cagnotte de 230 milliards d'euros logée aux Bermudes. D'où la proposition: poser le principe que ces multinationales, se gardant bien d'installer une filiale en France, y disposent quand même

d'un «*établissement stable*», signe d'une activité économique régulière sur notre sol. A l'entreprise de prouver qu'elle n'en a pas. Ce «*renversement de la charge de la preuve*» facilitera donc le recouvrement de l'IBS. Anticipant le dépôt de l'amendement Galut, Michel Sapin s'y est illico opposé jeudi: «*Ce n'est pas la bonne solution.*» Le ministre de l'Economie se déclare partisan d'un statu quo. Ravi de son coup, Galut devra néanmoins transformer l'essai la semaine prochaine en séance à l'Assemblée. Et cette fois en présence de Sapin, qui devra alors assumer son opposition. **R.L.**

**Ce Week-end
Numéro spécial**

13 NOVEMBRE

**Victimes,
policiers,
médecins**

ou proches...

**Comment ont-ils vécu
cette année après l'effroi?
Témoignages.**

Libération



SUR LIBÉRATION.FR

Profil Il ne faut pas se fier au sourire enfantin de Magnus Carlsen ou à ses airs d'ado attardé. Le Norvégien de 26 ans est un monstre qui n'a pas lâché son titre de champion du monde d'échecs depuis 2013. Découvrez le wonder boy de l'échiquier sur notre site : il défend son titre à partir d'aujourd'hui, à New York, face au maître russe Sergueï Kariakine. PHOTO AP

EXPRESSO



A Paris, migrants et réfugiés dans une «bulle», porte de la Chapelle

EN IMAGE



Sur le boulevard Ney, porte de la Chapelle, à Paris, on peut désormais voir une grosse bulle blanche, jaune et grise. Elle matérialise le nouveau centre «humanitaire» parisien d'accueil des migrants qui a ouvert ses portes jeudi. Cette structure inédite en France et souhaitée par la maire de Paris, Anne Hidalgo, vise à éviter la formation périodique de campements de rue. La capacité d'hébergement est de 400 places dans un ancien bâtiment de la SNCF. Prévu pour l'accueil des «primo-arrivants», ce centre devrait permettre d'accueillir des hommes seuls pendant cinq à dix jours. Et ainsi absorber le flux quotidien d'arrivées à Paris, estimé grossièrement à plus d'une cinquantaine de personnes par jour. PHOTO PHILIPPE LOPEZ. AFP

JUSTICE

Accident de train en Allemagne: l'aiguilleur jouait sur son téléphone



En février, deux trains de banlieue se percutaient en Bavière, à environ 60 km de Munich, tuant douze personnes et blessant 89 autres. L'aiguilleur, dont le procès pour «homicides par négligence» et «blessures par négligence» s'est ouvert jeudi à Traunstein, a reconnu d'emblée qu'il jouait sur son téléphone juste avant la collision des deux trains. Il avait ainsi laissé passer sur le tronçon l'un des trains, en retard, et désactivé le système de sécurité qui aurait dû déclencher un freinage automatique. Se rendant compte de son erreur, il s'était ensuite trompé en manipulant le système radio pour tenter de joindre les conducteurs des trains, qui n'avaient donc pas été alertés à temps, selon les enquêteurs. L'homme de 40 ans encourt cinq ans de prison.

CENSURE

Le Conseil constitutionnel ne renforcera pas la protection du secret des sources

Adoptée le mois dernier par le Parlement, la proposition de loi visant à «renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias», portée par le député PS Patrick Bloche, n'étendra pas le régime actuel de protection du secret des sources des journalistes – une avancée pourtant saluée dans la profession, qui correspondait à un engagement du candidat Hollande. L'article 4 qui le prévoyait a été censuré jeudi par le Conseil constitutionnel. Ce dernier a estimé que «le législateur n'avait pas assuré une conciliation équilibrée entre, d'une part, la liberté d'expression et de communication et, d'autre part, plusieurs autres exigences constitutionnelles, en particulier le droit au respect de la vie privée, le secret des correspondances, la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la nation et la recherche des auteurs d'infractions». Le texte limitait notamment l'atteinte au principe du secret des sources, en ne le justifiant que dans le cas de la prévention ou de la répression d'un crime, ou d'un délit puni d'au moins sept ans de prison.

-16,4 %

C'est la baisse du nombre de morts sur les routes françaises constatée en octobre, avec 316 personnes tuées, soit 62 de moins qu'il y a un an – octobre 2015 avait été marqué par l'accident de car de Puisseguien (43 morts). Mais cette baisse n'éloigne pas la possibilité d'une troisième année consécutive d'augmentation de la mortalité routière. Sur les dix premiers mois de l'année, le nombre de personnes décédées sur les routes reste supérieur de 0,8% à celui enregistré sur la période équivalente de l'année passée: 2882 personnes ont été tuées au total, soit 22 de plus que sur la même période.

Orthographe: «En 2015, les élèves ont fait en moyenne 17,8 erreurs contre 14,3 en 2007 et 10,6 en 1987»

AU RAPPORT

Bonne nouvelle: en CM2, 9 élèves sur 10 écrivent, sans commettre d'erreur, les mots «soir», «maison», «chien». Mais c'est la seule d'une étude publiée mercredi par le ministère de l'Éducation. Le niveau des élèves en orthographe a dégringolé en trente ans. La même dictée a été proposée à des élèves de CM2 à plusieurs années d'intervalle. Verdict: «En 2015, les élèves ont fait en moyenne 17,8 erreurs contre 14,3 en 2007 et 10,6 en 1987.» Les auteurs de l'étude précisent que cette dictée tient sur une dizaine de lignes, comprenant 67 mots et 16 signes de ponctuation (1). «Le texte ne présente pas de difficultés

linguistiques particulières, en revanche il met l'accent sur la gestion des chaînes d'accords, et nécessite d'en assurer la continuité tout au long de la dictée.» Quand on épluche les copies, plusieurs éléments ressortent. «Le phénomène est général, il concerne l'ensemble des élèves, quel que soit leur sexe, leur âge ou leur environnement social», écrivent les auteurs. Certains ont néanmoins plus de lacunes que d'autres. Les filles ont toujours de meilleurs résultats que les

garçons, l'écart se creuse même au fil du temps: «La différence du nombre d'erreurs moyen passe de 1,8 en 1987 à 3,5 en 2015.» Et le nombre moyen d'erreurs reste plus faible chez les élèves issus d'un milieu social plus favorisé. Même si cet écart tend à diminuer: les enfants de cadres font deux fois plus d'erreurs en 2015 qu'en 1987 (6,6 contre 13,2 en moyenne). Dans le même temps, les enfants d'ouvriers passent de 12,6 erreurs en moyenne à 19,2. L'écart de résultats, selon que l'élève est scolarisé en éducation prioritaire ou non, diminue aussi: la différence était de 5,8 erreurs en 2007 contre 3,3 huit ans après.

Les erreurs lexicales restent les moins fréquentes, «l'essentiel des difficultés relève de la non application des règles grammaticales»: les accords entre sujet et verbe, de participe passé et d'adjectif. Les enfants sont de plus en plus nombreux à cumuler les lacunes. Le pourcentage d'élèves faisant plus de 25 erreurs a beaucoup augmenté, passant de 5,4% des élèves en 1987 à 19,8% en 2015. Le noyau de ceux qui en font peu (moins de 2 par copie) s'est effondré passant de 13,2% à 2%. En parallèle de la dictée, les élèves ont planché sur un exercice de compréhension écrite. Résultat: depuis 2007, leur niveau est stable. **M.P.**

LA LISTE

Trois séries
télévisées à (presque)
1000 épisodes

1 «Tatort» En Allemagne, chaque dimanche depuis le 29 novembre 1970, après le sacro-saint JT de 20 heures, des yeux bleus apparaissent sur l'écran : *Tatort*, série policière culte outre-Rhin, commence. Dimanche, le 1000^e épisode sera diffusé sur ARD.

2 «Plus belle la vie» On a cherché la série policière française et on a dû se résigner : le seul programme qui compte plus de 1 000 épisodes est la chronique quotidienne de la vie quartier Mistral, à Marseille. Diffusée depuis 2004 sur France 3, elle en est à 3140 épisodes.

3 «Doctor Who» Chez nos voisins britanniques, le cap des 1 000 n'a pas encore été dépassé, mais la série culte de SF tourne depuis 1963 sur la BBC et compte 814 épisodes (série en cours) de voyages à travers l'espace et le temps du Docteur à bord du *Tardis*.

Aux Philippines, l'ex-dictateur Marcos sera inhumé en «héros»

Chassé du pouvoir par la rue en 1986, l'ex-dictateur philippin Ferdinand Marcos va effectuer un retour posthume triomphant au cimetière des héros de la nation, à Manille. Au risque de diviser le pays, la Cour suprême a autorisé mardi l'inhumation de l'ancien homme fort, décédé en 1989, qui a dirigé les Philippines de 1965 à 1986. Par neuf voix contre cinq et une abstention, la plus haute juridiction du pays a entériné le choix du président Rodrigo Duterte et a rejeté les plaintes de milliers de Philippines et d'organisation des droits de l'homme.

Dettes. Depuis son élection à la présidence le 9 mai, Rodrigo Duterte n'a cessé de faire campagne pour cette inhumation qui a valeur de réhabilitation de Ferdinand Marcos. «*Duterte idéalise Marcos, explique la politologue Raissa Robles, car il a une dette de reconnaissance envers lui. Son père a servi Marcos avant que celui-ci devienne dictateur.*» En février, Duterte déclarait : «*Il a été un*

grand président et c'était un héros... Il avait un idéalisme, une vision pour ce pays.» Il aurait été le «meilleur des présidents», s'il n'était devenu dictateur. Mais cette vision de l'histoire n'est pas du goût de nombreux Philippines. Démocratiquement élu en 1965, l'avocat de formation Ferdinand Marcos entreprend de gouverner de façon autoritaire, notamment pour lancer un vaste programme constructions et de réformes économiques. Mais en septembre 1972, au nom de la lutte contre le communisme et face à une montée des violences dans le pays, il proclame la loi martiale, avec le soutien des Etats-Unis. Au moins 70 000 opposants sont emprisonnés, 34 000 sont torturés, avance Amnesty International. Les libertés fondamentales sont abolies. Plus de 3 200 personnes vont trouver la mort pendant ces années de plomb. Lâché par ses généraux et l'administration Reagan aux Etats-Unis, Ferdinand Marcos sera chassé du pouvoir en février 1986. Il s'en-

fuit à Hawaï en exil où il mourra en 1989. C'est en 1993 que sa dépouille a été ramenée dans son village natal de Sarat, dans la province septentrionale d'Ilocos Norte.

Mythes. En juillet, la Commission historique nationale des Philippines, qui dépend du gouvernement, avait critiqué le projet présidentiel en se fondant sur des arguments biographiques «*douteux*» sur le passé du soldat Marcos. «*Le bilan militaire de Marcos est rempli de mythes, d'incohérences factuelles et de mensonges, indiquaient les historiens dans un rapport d'une vingtaine de pages. Un dossier contestable ne peut servir de base solide et inattaquable pour une reconnaissance historique de quelque sorte, et encore moins pour un enterrement dans un site destiné, comme son nom l'indique, à des «héros».*» Aucune date n'a été fixée pour le transfert de la dépouille de Marcos.

A. Va. (au Japon)

A lire en intégralité sur Libé.fr



Tongtian, dernier des dinos en date

Une nouvelle espèce de dinosaure à plumes, avec une crête sur la tête et un menton en galoche, a été identifiée en Chine selon une étude de la revue *Scientific Reports* du groupe Nature. L'animal, baptisé *Tongtianlong limosus*, vivait dans la région de Ganzhou au sud de la Chine à la fin du Crétacé. Mesurant environ 70 cm de long, queue comprise, *Tongtianlong* appartient à la famille des oviraptorosaures, des théropodes proches des oiseaux qui vivaient en Amérique du Nord et en Asie. Les chercheurs l'ont découvert dans une curieuse position : couché sur le ventre avec ses quatre pattes écartées sur les côtés, cou tendu et tête relevée. D'où son nom : *Tongtian*, qui signifie en chinois «le chemin du ciel». PHOTO AFP. NATURE. AHAO CHUANF

CHILI

L'algue rouge de l'agar-agar se raréfie

La *Gracilaria chilensis*, une algue rouge qui permet de fabriquer l'agar-agar, gélifiant prisé des végétariens et adeptes de religions interdisant la consommation de porc, est menacée d'extinction au Chili, après des années de surexploitation. Chaque année, le pays sud-américain exporte 1 800 tonnes d'algue rouge, presque entièrement destinées au marché asiatique. Mais un ver particulièrement glouton contribue aussi à la raréfaction de la *Gracilaria*.

PREMIÈRE

Un Chinois devient le patron d'Interpol

Meng Hongwei a été élu jeudi à la présidence d'Interpol, organisation, basée à Lyon, qui permet notamment de favoriser les échanges entre les polices de ses 190 pays membres. C'est une décision potentiellement controversée en raison de la campagne chinoise pour traquer des fugitifs à l'étranger. Vice-ministre chinois de la Sécurité publique, Meng Hongwei a été choisi pour succéder à la patronne de la police judiciaire française, Mireille Ballestrazzi. «*Cette nomination est inquiétante, car la Chine a longtemps utilisé [...] Interpol pour arrêter des dissidents et des réfugiés à l'étranger,*» a déclaré à l'AFP William Nee, spécialiste de la Chine à Amnesty International. Elle pourrait faciliter les efforts de la Chine pour traquer ceux qu'elle soupçonne de corruption ou d'infractions à caractère économique et réfugiés à l'étranger. Depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, le président Xi Jinping a engagé une campagne anticorruption, soupçonnée par certains observateurs de servir de purge déguisée au sein même du Parti communiste chinois.

«J'entends bien que malgré ces garanties, il y a des inquiétudes.»

BERNARD CAZENEUVE

Ministre de l'Intérieur, à propos du «fichier monstre»



REUTERS

Le «fichier monstre» qui doit regrouper les données personnelles de 60 millions de Français titulaires d'une carte d'identité ou d'un passeport n'est pas mort, mais il a déjà droit à quelques ajustements. Pour tenter de calmer la polémique (risque de piratage, identification à partir d'une photo ou d'une empreinte), Bernard Cazeneuve a annoncé jeudi «*deux évolutions importantes*» : lors d'une première demande ou d'un renouvellement de carte d'identité, «*le recueil et le versement*» des empreintes digitales au fichier seront soumis au «*consentement exprès et éclairé*» de la personne concernée. Et le dispositif ne sera déployé sur l'ensemble du territoire qu'après «*un avis conforme*» par l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi).

CINÉMA

La short-list du prix Louis-Delluc

Sept films sont en lice pour le prix Louis-Delluc, qui récompense le meilleur film français de l'année : *le Bois dont les rêves sont faits*, un documentaire de Claire Simon ; *le Fils de Joseph*, d'Eugène Green ; *Nocturama*, de Bertrand Bonello ; *Rester vertical*, d'Alain Guiraudie ; *l'Avenir*, de Mia Hansen Love ; *Frantz*, de François Ozon ; et *la Mort de Louis XIV*, d'Albert Serra. Créé en 1937, le prix Louis-Delluc est attribué par un jury composé d'une vingtaine de critiques et personnalités, sous la présidence de Gilles Jacob. Le lauréat 2016, qui succédera au *Fatima*, de Philippe Faucon, sera annoncé le 14 décembre.

9,7 milles

C'est l'avance minime que possédait Armel Le Cléac'h, en tête du Vendée Globe, sur Vincent Riou, jeudi soir à 18 heures. La flotte fonçait plein sud entre Madère et les Canaries, cap sur le «Pot-au-noir», qui constitue le premier passage à niveau de ce tour du monde en solitaire sans escale ni assistance : cette ceinture de basses pressions – où des grains subits alternent avec des calmes – barre littéralement l'Atlantique d'ouest en est à la hauteur de l'Equateur. Poussés par les alizés et profitant de ces conditions favorables, les bateaux dotés de foils (des appendices qui réduisent le frottement sur l'eau) devraient toucher le Pot-au-Noir lundi ou mardi.

Recueilli par
ALAIN AUFFRAY
et **LAURE EQUY**
Photo **FRED KIHN**

Nathalie Kosciusko-Morizet joue la carte geek et moderne en défendant son slogan de «*la nouvelle société*» pour mieux ringardiser ses concurrents. Elle reçoit *Libération* dans son bureau de l'Hôtel de Ville de Paris.

Certains leaders LR semblent dire aujourd'hui après sa victoire : «Trump avait raison puisqu'il a gagné.» Peut-on oublier si vite sa démagogie et ses nombreux dérapages ?

Je ne crois pas avoir entendu exactement de tels propos. Mais il est vrai que certains tentent d'utiliser le résultat de cette élection là-bas pour servir des objectifs personnels de campagne ici. J'avais déclaré inacceptables les nombreux propos de Donald Trump sur les femmes, les homosexuels, les minorités, le réchauffement climatique ou les migrants et je ne change pas d'avis au lendemain de son élection.

Vous voulez faire en sorte que la mondialisation «profite à tous». Elle est pourtant contestée dans les pays les plus libéraux. Comment convaincre les Français ?

Ce n'est pas une question de foi. C'est une question de faire. La mondialisation est là. La digitalisation de l'économie, du travail, de nos vies est là aussi. Elles ne s'arrêteront pas. Certains en tirent parti, d'autres pas complètement. D'autres encore ont perdu beaucoup. C'est à ces nouveaux équilibres que nous devons travailler, en veillant d'une part à mettre en place de nouvelles sécurités – pour les travailleurs indépendants qui seront la norme demain dans une économie de services ou pour les travailleurs sans emploi – en refondant totalement les 32 milliards que nous consacrons sans réelle efficacité chaque année à la formation professionnelle. Tout en veillant à préserver ce qui compte dans ce nouveau monde: la liberté de créer et d'avancer pour nos entreprises, nos entrepreneurs, nos citoyens. Il y a un chemin possible, loin du poujadisme des extrêmes. Il est exigeant mais il existe.

Emmanuel Macron candidat (lire aussi page 12), cela ne doit pas vous laisser indifférent. Il parle de «recomposer» un système politique à bout de souffle.

La prise d'autonomie, ça peut être intéressant. Ensuite, quand je regarde ses «propositions», par exemple sur le plan institutionnel, rien ne m'apparaît très original. Il nous ressort la proportionnelle, vieille antienne que la gauche agite depuis vingt ans. Macron candidat, c'est comme Macron ministre, beaucoup de bruit, peu d'actes.

La probable candidature de Macron la semaine prochaine ne risque-t-elle pas de bousculer la primaire ?

A ma connaissance, il n'est pas candidat à la primaire de la droite et du centre. Et il s'est qualifié lui-même de gauche.

Donc a priori elle risque surtout de bousculer François Hollande.

Comment répondre à la défiance à l'égard de la classe politique ?

Une grande transformation traverse notre société et notre économie. Ce n'est pas seule-

«Sortons de cette conception hiérarchique du pouvoir»

NKM Ecologie, féminisme, religion... La candidate à la primaire de la droite détaille ses propositions tout en taclant son rival Nicolas Sarkozy.

ment une mutation technologique, ou le mail qui remplace le courrier. C'est tout un mouvement d'émancipation dans la société qui nous fait véritablement changer d'époque. Cela amène à rechercher de nouvelles libertés,

court-circuiter les hiérarchies, contester les corps intermédiaires et les autorités. Mais le monde politique n'a pas encore bougé. Il reste très hiérarchique, figé, pyramidal. Complètement opposé à cette société de plus en plus horizontale. Le fossé se creuse. Il faudra que

les responsables politiques engagent ce profond changement qui est déjà partout autour de nous.

Le renouveau, n'est-ce pas l'émergence d'une nouvelle génération politique, comme le dit Bruno Le Maire ?

Ce mot «renouveau» est extrêmement ambigu. Il suggère un éternel retour, une vision cyclique du temps. De nouveaux visages sur un ordre ancien, c'est ça le renouveau ? Ce qu'on vit aujourd'hui dans la société, c'est une vraie transformation, pas juste un rhabillage.

Et elle exige un changement de posture complet du personnel politique. La relation de subordination élu-citoyen est devenue inactuelle. Aujourd'hui on évalue toute la journée son Uber, des services sur Internet. Il n'y a que les politiques que l'on évalue seulement une fois tous les cinq ans, c'est insupportable.

La contestation de l'autorité, ce n'est pas du goût de l'électorat de droite...

La remise en cause de la hiérarchie traverse toute la société. Au deuxième débat, Nicolas Sarkozy a fait une erreur en mettant en avant



Nathalie Kosciusko-Morizet, mardi à Paris.

geant le télétravail, en privilégiant les circuits courts ou l'autoconsommation en énergie.

Tous féministes, les politiques? Au-delà de l'étiquette, comment faire avancer les droits des femmes?

Il y a plutôt un mouvement régressif sur le sujet. Je suis favorable à un alourdissement des pénalités financières pour les partis qui ne respectent pas la parité. Et puis je souhaite une campagne de communication touchant tous les publics, de type grande cause nationale, sur les violences et les discriminations. Inspirons-nous de ce qui a été fait pour la sécurité routière dans les années 70, quand on a pris conscience du drame national que constituaient ces morts sur les routes. Sur le problème des violences faites aux femmes, notre société reste hyperpermissive: un viol sur dix est dénoncé. Et les discriminations quotidiennes font l'objet d'une incroyable tolérance.

Lors du deuxième débat, vous avez été la seule à avoir un mot de soutien pour les salariés d'I-Télé. Pourquoi ce silence de vos concurrents?

Pour ne pas se mettre à dos Vincent Bolloré, voyons! La société française est traversée d'extraordinaires réseaux d'influence, de courtisannies et de renvois d'ascenseur.

N'est-ce pas un problème si LR investissait, à l'issue de cette primaire, un candidat susceptible d'être renvoyé en correctionnelle?

La bonne nouvelle, c'est qu'il y a une primaire. Il y a encore cinq ans, l'affaire aurait été réglée par acclamation dans un congrès bien arrangé comme on savait le faire au RPR. Cette fois, l'électeur aura le choix de se mobiliser pour ou contre.

Nicolas Sarkozy prône la double ration de frites pour les écoliers qui ne mangent pas de porc...

Ridicule. C'est un régime aussi déséquilibré que son programme! Quand j'étais à l'armée, je me souviens que les pâtés proposés dans les rations de guerre n'étaient pas terribles. Les adjudants s'arrachaient les cheveux parce que la moitié de la promotion se déclarait juive ou musulmane pour éviter le pâté et obtenir des boîtes de sardines! C'est bien la preuve que les menus de substitution existaient déjà et cela ne posait aucun problème. Le vrai sujet, ce sont les menus confessionnels: pas question de servir de la viande halal ou casher dans les cantines.

Mais cela n'existe pas dans les écoles publiques!

C'est vrai mais la demande existe.

Vous parlez d'interdire le salafisme. Mais toutes les religions ont leurs dérives intégristes. Comment légiférer sur de telles questions?

Le vrai problème, c'est que l'on manque d'outils juridiques pour combattre la «zone grise» de la radicalisation politico-religieuse. Aujourd'hui on ne peut intervenir contre des agissements dans une mosquée qu'en cas d'appels explicites au jihad. On ne peut rien faire contre l'imam qui raconte que la femme vaut deux fois moins que l'homme ou que les enfants se transforment en cochons s'ils écoutent de la musique.

Cazeneuve vient de fermer quatre mosquées. Il n'a pas eu besoin de loi...

Il l'a fait au titre de l'état d'urgence. En temps

normal, il n'aurait pas pu le faire. Je pense qu'il ne faut pas toucher à la loi de 1905. Ce serait ouvrir la boîte de Pandore. C'est pourquoi je propose de légiférer pour contrer les préceptes qui sont dans une démarche de sécession avec la République ou de ségrégation identitaire.

N'est-ce pas la porte ouverte au délit d'opinion?

Si on laisse faire ces endoctrinements, ce n'est plus la peine de prétendre que l'on mène la lutte contre les discriminations. Une femme vaut un homme. Cela ne peut pas être remis en cause. On ne peut pas laisser dire que la loi religieuse serait plus importante que la loi de la République.

Ne serait-il pas plus efficace, comme le propose Alain Juppé, d'encourager les musulmans à s'organiser pour marginaliser les intégristes?

Nos positions ne sont pas incompatibles. D'un côté, on dit ce qu'on ne veut pas, en le réprimant par la loi. De l'autre, on dit ce que l'on veut, un islam de France qui se pratique dans la dignité. C'est le sens de ma proposition de taxe sur le halal pour financer les lieux de culte. Je propose aussi de faire entrer l'islam dans le concordat pour avoir, à Strasbourg, des formations qui certifient les imams. Et de donner la possibilité d'apprendre l'arabe dans le cadre de l'Education nationale, au collège, comme d'autres langues, pour éviter de renvoyer les enfants vers le cadre associatif, parfois affilié à des mouvements radicaux.

Votre flat tax - impôt à taux unique - ne va-t-elle pas mécaniquement pénaliser les plus pauvres?

Notre système fiscal est illisible et injuste. Le taux d'imposition est très variable, et en utilisant toutes les niches fiscales, les plus hauts revenus peuvent échapper à l'impôt. Pour les bas revenus, l'empilement des aides n'est pas incitatif à la reprise du travail. L'instauration d'une flat tax doit s'accompagner de la création d'un revenu de base non fiscalisable de 470 euros, équivalent du RSA socle. Celui qui touche 600 euros n'est donc imposé que sur 130 euros, à un taux unique d'environ 23%.

Mais votre système rend impossibles des foyers qui ne le sont pas du tout aujourd'hui...

Pas vraiment. Car jusqu'à 2000 euros, le revenu de base couvre l'impôt. Pour ces contribuables-là, cela ne change donc rien. Mais symboliquement chacun paie l'impôt sur le revenu et participe à la cohésion nationale. **Pourquoi remettre en cause le statut de fonctionnaire?**

Parce qu'il a été dévoyé, trop de gens sont sous statut sans que cela soit justifié par la nécessité d'indépendance que requiert par exemple la magistrature. Et j'estime, en outre, que les fonctionnaires sous statut ne doivent pas nécessairement bénéficier d'un contrat à vie. Voyez les militaires: ils se voient proposer des contrats de cinq, dix ou quinze ans.

Cela vaudrait aussi pour les enseignants?

Oui. Et cela rendrait possible des allers et retours vers d'autres activités. Les militaires, eux, ont tous une deuxième vie professionnelle. ◀

deux arguments d'autorité. En substance: «J'ai été président de la République donc taisez-vous.» Comme s'il fallait avoir été pour être. Puis il a répété: «Vous avez tous été mes ministres», là encore pour nous renvoyer à la hiérarchie. Nous devons sortir de cette conception du pouvoir.

Pourquoi avoir interpellé Nicolas Sarkozy sur ses reniements sur le Grenelle de l'environnement?

Nicolas Sarkozy dit beaucoup qu'il a un bilan formidable et qu'on devrait le défendre tous

ensemble. Dans ce bilan, ma part à moi, c'est le Grenelle. Il ne peut pas demander à tout le monde d'assumer le bilan et se désolidariser à ce point d'une part aussi majeure. Il ne peut pas se présenter comme un «malgré nous» du Grenelle.

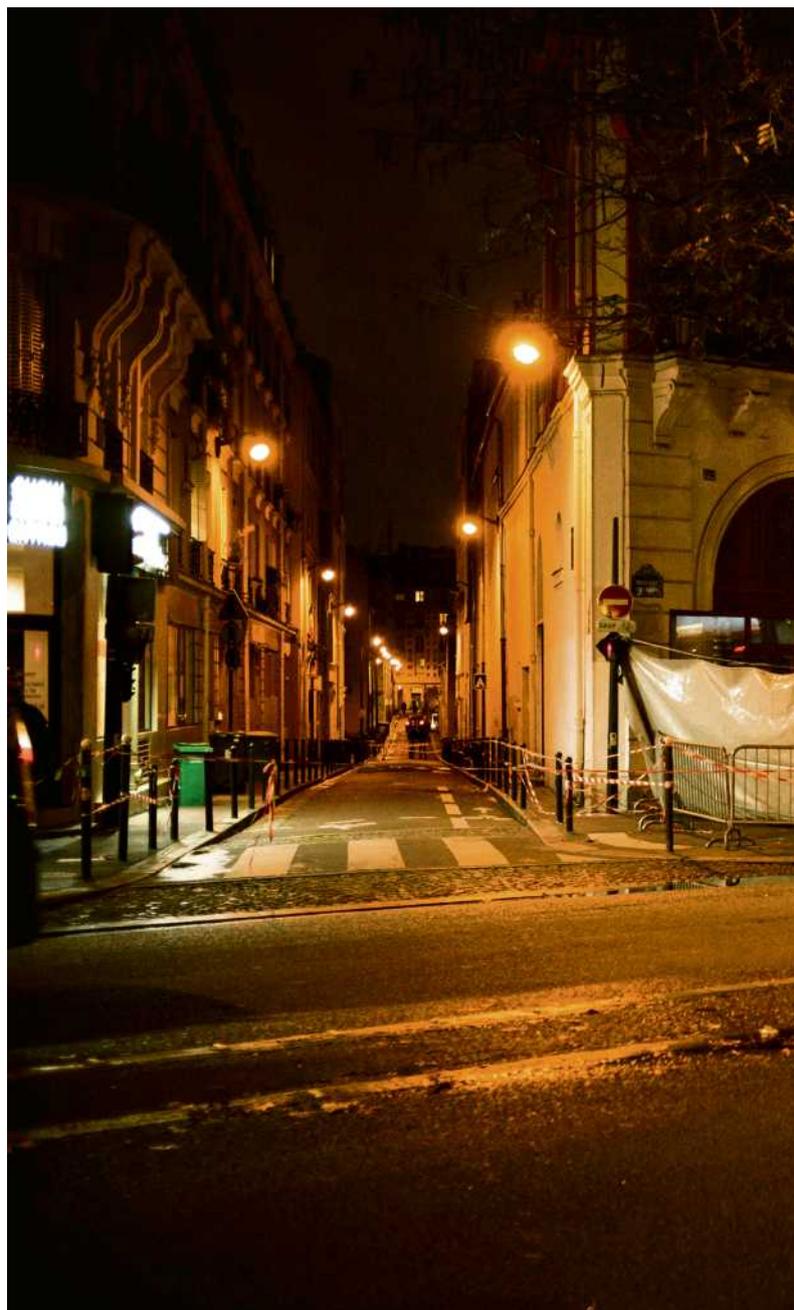
Que proposez-vous sur l'écologie?

Après la phase de la sensibilisation, puis celle de la mise en place de politiques publiques, on doit passer à une nouvelle étape: comment transformer la prise de conscience du citoyen en actions positives? Par exemple en encoura-

13 Novembre

Les têtes pensantes se dessinent

Terrorisme Un an après les attentats de Paris, de nombreuses questions subsistent sur leur élaboration. Mais policiers et magistrats seraient sur la piste des commanditaires.



Par **PIERRE ALONSO**
et **WILLY LE DEVIN**

Le plus grand mystère enveloppant encore les attaques du 13 Novembre est probablement celui de leur élaboration. Un an après, les tentaculaires investigations, mêlant juges antiterroristes, services de renseignement intérieur, extérieur et étranger – aux intérêts parfois antagonistes – ne répondent que de façon parcellaire à cette interrogation. Combien de mois a-t-il fallu à l'Etat islamique (EI) pour échafauder le scénario? Comment les cibles – le Stade de France, le Bataclan et les terrasses – ont-elles été définies? Et, surtout, qui sont les concepteurs des pires attentats que la France ait connus?

C'est un haut fonctionnaire français, dont les prises de parole publiques sont rares, qui a relancé l'intrigue avant l'été. Sa confiance a été

glissée dans les milliers de pages du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats. Le directeur de la DGSE, Bernard Bajolet, alors auditionné par les députés, lâche: «Nous connaissons le commanditaire» des attaques du 13 Novembre. Puis, énigmatique: «Je resterai discret sur ce point. Nous avons maintenant bonne connaissance de l'organigramme et de la façon dont s'organise le soi-disant Etat islamique, qui n'est pas un Etat, et qui est encore moins islamique. Nous avons bien progressé sur ces sujets, nous avons donc une idée de l'identité du commanditaire.»

«ERREUR FONDAMENTALE»

Le directeur du service de renseignement extérieur français ne sera pas plus prolifique devant le juge. Anticipant la demande probable des parties civiles, les magistrats ont entendu Bernard Bajolet le 29 juillet. Même réponse

lapidaire: «Je ne peux pas donner le nom du commanditaire et de ses collaborateurs en raison de la sensibilité de nos sources.» De surcroît, il refusera d'indiquer s'il existe des documents classifiés que la justice pourrait se faire communiquer. Parmi ces phrases quelque peu sibyllines, le directeur de la DGSE se permet néanmoins un commentaire sur le fonctionnement de l'Etat islamique et de son commandement: «Il s'agit d'un processus itératif dont les acteurs subordonnés peuvent changer d'un projet à l'autre.» Autrement dit: s'il y avait un organigramme du 13 Novembre, celui-ci a très bien pu évoluer depuis, et ce d'autant plus avec l'offensive actuelle de la coalition contre Mossoul. Cette démonstration est corroborée par Yves Trotignon, ancien analyste à la DGSE, pour qui c'est «une erreur fondamentale de chercher à figer une chaîne de commandement immuable». «Un attentat de l'ampleur du 13 No-

vembre est la rencontre à un instant T d'une doctrine globale et d'initiatives personnelles, poursuit-il. A la différence d'Al-Qaeda, l'EI est une organisation beaucoup moins verticale. Je pense que les jihadistes, en fonction de leur nationalité et des réseaux criminels dont ils disposent, sont acteurs eux-mêmes de l'élaboration de leur action.»

PREUVES ÉLOQUENTES

Dans ce schéma aux contours mouvants, un nom est connu depuis les tout premiers jours, celui d'Abdelhamid Abaaoud, décrit comme le coordinateur du commando parisien, tant par des sources judiciaires que par les services de renseignement. Un autre a été identifié ces derniers mois par l'enquête, d'abord sous sa kunya («nom de guerre»), Abou Ahmad. Installé dans les zones contrôlées par l'EI, il n'a pas directement pris part aux attaques parisiennes et bruxelloises. Deux membres du



«A la différence d'Al-Qaeda, l'EI est une organisation beaucoup moins verticale. Je pense que les jihadistes, en fonction de leur nationalité et des réseaux criminels dont ils disposent, sont acteurs eux-mêmes de l'élaboration de leur action.»

YVES TROTIGNON
ancien analyste à la DGSE

commando, arrêtés en Autriche alors qu'ils n'avaient pas pu rejoindre la France à temps pour le carnage du 13 Novembre, ont permis d'en savoir plus sur ce donneur d'ordres. L'un d'eux, Adel Haddadi, un Algérien de 29 ans, s'est confié aux policiers autrichiens lors d'interrogatoires versés à la procédure française, que *Libération* a pu consulter. En effet, ce n'est autre qu'Abou Ahmad qui remet à Haddadi 2000 euros et un téléphone avec une carte turque avant son départ de Raqqa. C'est lui aussi qui fournit les coordonnées du passeur pour gagner la Grèce au milieu d'exilés syriens. C'est toujours lui, enfin, qui reste en contact avec Haddadi, via l'application chiffrée Telegram, tout au long de son périple. Son acolyte, Muhamad Usman, un Pakistanais de 22 ans, confirmera aux enquêteurs le rôle d'Abou Ahmad, notamment dans la conception des faux passeports. Outre ces deux témoignages, la justice s'appuie sur des preu-

ves éloquentes pour étayer sa thèse sur ce dernier. Juste avant de commettre les attentats-suicides à Bruxelles, le 22 mars, les frères Bakraoui ont caché leur ordinateur dans

une poubelle près de leur planque nichée dans le nord de la capitale belge. Comme l'avait révélé *Libération* en avril, cet ordinateur contient des enregistrements audio dans lesquels les futurs kamikazes discutent avec un interlocuteur: Abou Ahmad. «On va t'envoyer nos testaments», lui disent-ils la veille de leur attaque. Dans un autre fichier sonore, les Bakraoui se renseignent sur d'éventuels complices opérationnels en France et lui donnent «une vue d'ensemble de la situation (les projets, le matériel à disposition, les frères impliqués)», selon les enquêteurs belges. Ces enregistrements, d'après eux, confirment bel et bien qu'«Abou Ahmad serait l'émir et la tête pensante établie en Syrie dans la région de Raqqa du groupe ayant perpétré les attentats de Bruxelles et de Paris». Toutefois, une source judiciaire française invite à plus de nuance. «C'est compliqué de trouver le mot précis pour qualifier le rôle d'Abou Ahmad: un donneur

La devanture du Bataclan le 20 novembre 2015, une semaine après les attentats.

PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN

d'ordre présumé? Un coordinateur comme Abaaoud?» Toujours est-il que derrière cette kunya se trouverait un vétéran du jihad belge: Oussama Atar. Selon *le Monde*, c'est Adel Haddadi qui l'a reconnu sur une planche photos, lors d'un interrogatoire. Au début des années 2000, Oussama Atar, 32 ans, est passé par les prisons américaines en Irak, dont l'emblématique camp Bucca. C'est dans ses murs qu'une partie de ce qui allait devenir l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) s'est reformée. Libéré en 2012, Atar repasse brièvement par la Belgique avant de rallier à nouveau les zones de combat. Mercredi, le procureur fédéral belge, Frédéric Van Leeuw, s'est montré moins affirmatif sur l'identité d'Abou Ahmad, dans un entretien accordé à l'AFP. «C'est une hypothèse de travail parmi d'autres.» Une hypothèse néanmoins jugée «très, très probable» par notre source judiciaire française. L'implication d'Oussama Atar écarte-t-elle la recherche d'autres têtes pensantes? A l'évidence, non. Mercredi, Frédéric Van Leeuw s'est également dit convaincu de l'implication de plusieurs éminences grises de l'organisation: «On sait que les ordres sont venus de la zone de l'Etat islamique. [...] Ça remonte très haut dans le commandement de l'EI.» Dans cette déclaration, le magistrat vise indéniablement Abou Mohammed al-Adnani, exporte-parole du groupe terroriste, abattu par les Américains le 30 août et dépositaire de l'action extérieure de l'EI.

SAVOIR-FAIRE MILITAIRE

Le 19 octobre, le site américain *ProPublica* en remettait une couche, affirmant qu'un autre combattant, français celui-là, avait participé à l'élaboration des attaques de Paris et Bruxelles. Pour *ProPublica*, il s'agirait d'Abdelillah Himich, dont la kunya correspond à Abou Souleymane. Ce jihadiste marocain de 26 ans est loin d'être un inconnu pour les agents du contre terrorisme. Dans son édition du 2 juillet 2015, *Libération* racontait comment, en janvier 2014, Himich avait gagné la Syrie par la route en compagnie d'un couple de Lunellois, Houssein Mosli et Maëva Serafino. A son arrivée à Deir-el-Zor, l'un des bastions de l'EI en Syrie où se trouvent toujours de nombreux combattants français, Himich est peu à peu devenu émir. Il faut dire que le Marocain dispose d'un réel savoir-faire militaire, acquis lors d'un passage dans la légion étrangère française en Afghanistan... Cependant, l'implication de Himich dans les attaques du 13 Novembre à Paris et du 22 mars à Bruxelles n'apparaît pas, à ce stade, dans l'enquête menée par les juges antiterroristes parisiens.

Le 19 octobre, quelques heures à peine après la publication de l'article de *ProPublica*, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) produisait à son tour une note. Le document, dont *Libération* a pris connaissance, ne statue pas sur une éventuelle participation d'Abdelillah Himich à la conception des attaques de Paris et Bruxelles. Il explique simplement qu'Abou Souleymane est une kunya très répandue, qu'elle pourrait correspondre également à l'identité d'un certain Brahim Nejara, un jihadiste du Rhône dont les deux frères ont été interpellés le 31 mai alors qu'ils envisageaient une action contre le stade de l'Olympique lyonnais, et surtout que Himich s'était fait retirer son grade d'émir par l'EI en avril avant d'être emprisonné par l'organisation. ◀



Contrôle
 Au prétexte de renforcer la sécurité sur Internet, le Parlement chinois vient d'adopter un texte laissant craindre un renforcement de l'emprise sur les réseaux et de la censure.

La «loi sur la cybersécurité» a été adoptée lundi et entrera en vigueur au 1^{er} juin. PHOTO GOU YIGE, AFP

Sur Internet la Chine fait sa loi

Par
RAPHAËL BALENIERI
 Correspondance à Pékin

Après celle sur la sécurité nationale, la loi antiterroriste et celle sur les ONG étrangères d'avril, la Chine a adopté lundi un quatrième texte tout aussi controversé censé, sur le papier, protéger la deuxième économie mondiale des cyberattaques. Dans les faits, ses détracteurs craignent qu'il ne fasse que renforcer le contrôle politico-administratif de Pékin sur les entreprises étrangères de la tech et du Web présentes dans le pays. Le tout en donnant plus de pouvoir aux censeurs qui quadrillent déjà jour et nuit la Toile chinoise.

Instrument protectionniste
 Malgré ces inquiétudes, le texte, jugé «régressif» par Human Rights Watch et condamné également en octobre par le vice-secrétaire américain au Commerce, Bruce Andrews, a été entériné par l'Assemblée nationale populaire – le Parlement chinois. En août, plus de 40 groupes de pression installés en Europe, aux Etats-Unis et au Japon avaient déjà exprimé leurs craintes à son égard dans un rare courrier adressé à Li Keqiang, le Premier ministre chinois. Sans effet. La «loi sur la

«C'est un cadre légal aux actions déjà menées sur le terrain au quotidien»

Séverine Arsène est rédactrice en chef de *Perspectives chinoises*, revue de sinologie publiée à Hongkong par le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC). Spécialiste du Web chinois et de la gouvernance d'Internet, elle est l'auteur d'*Internet et politique en Chine* (éd. Karthala, 2011). Elle explique à *Libération* les changements que va entraîner l'adoption de la loi sur la cybersécurité.

Les Chinois devront à présent s'identifier avec leur vrai nom pour pouvoir dialoguer sur les applications nationales de messagerie instantanée comme WeChat. Est-ce une nouvelle étape?

Les mesures sur l'enregistrement des noms réels sont en réalité assez anciennes et elles ont été étendues progressivement à tous les nouveaux services: les cybercafés dans un premier temps, puis les blogs, les comptes de microblogging comme Weibo et enfin WeChat. Idem pour les autres mesures de lutte contre la cybercriminalité ou l'interdiction de répandre des rumeurs, qui existaient déjà en Chine. Simplement, ces dispositions n'avaient pas le rang de loi. Cette fois, en les insérant dans la loi sur la cybersécurité, Pékin leur donne une plus grande cohérence d'ensemble.

Il les organise également dans un cadre légal plus clair et ayant une



RESONN PHOTOGRAPHY

autorité plus élevée dans la hiérarchie des normes. Il place enfin l'Administration chinoise du cyberspace [créée par le président Xi Jinping en 2014, ndr] en position de régulateur et de coordinateur principal pour l'application de ces mesures.

Quels sont, selon vous, les objectifs de cette nouvelle loi sur la cybersécurité?

Ils sont multiples. Clairement, il y a la volonté de Pékin de répondre à un risque perçu de cybersécurité dans un contexte où l'hypothèse d'une cyberguerre apparaît de plus en plus plausible au gouvernement chinois. Les autorités veulent aussi résoudre un problème de cybercriminalité, qui est réel dans le pays, notamment en construisant un cadre légal pour la protection des données personnelles. Sur ce point, d'ailleurs, le chapitre 4 de la loi n'est pas sans rappeler les modèles européens qui s'appliquent en la matière. Mais bien

La rédactrice en chef de la revue «Perspectives chinoises», Séverine Arsène, estime que dans la pratique, cela ne va pas changer grand-chose pour les Chinois.

sûr, il s'agit aussi d'incorporer les mesures liées au contrôle des contenus et à la censure.

Comment interpréter cette volonté de «légiférer» sur le Web: est-ce nouveau en Chine et pensez-vous que la loi va être fermement appliquée?

Cela s'insère dans une feuille de route plus générale qui vise à donner un cadre légal aux actions déjà menées sur le terrain au quotidien. Mais la loi reste vague sur des points essentiels, par exemple sur les «infrastructures critiques» de la Chine: les entreprises du Web travaillant dans des secteurs d'activité touchant à ces infrastructures seront sujettes à des contrôles. Mais la première liste n'est pas exhaustive! Idem pour celle des mesures de cybersécurité que doivent prendre les infrastructures en question. Cela laisse donc une marge de manœuvre. Toutefois, l'application de la loi ne devrait pas changer grand-chose:

le système des noms réels, par exemple, est difficile et coûteux à mettre en place. Il y a des brèches et le texte ne donne pas de solutions.

Les entreprises étrangères du Web devront maintenant stocker les données sur leurs utilisateurs en Chine et non plus à l'étranger. Airbnb le fait déjà depuis ce mois-ci. Quels problèmes cela pose-t-il?

En fait, le Great Firewall [surnom donné au système de censure chinois] présentait déjà une contrainte forte car en ralentissant le trafic, il obligeait les entreprises à stocker un grand nombre de leurs données sur le territoire chinois pour pouvoir garantir aux utilisateurs vivant sur place une qualité de service suffisante. Cela suppose donc de réfléchir à l'architecture d'un site ou d'un service internet en prenant en compte de cette contrainte bien en amont. Elle est à la fois politique et technique. Pour les entreprises, elle implique des coûts supplémentaires s'il faut avoir des serveurs géographiquement séparés pour les données des utilisateurs de différents pays et/ou des processeurs de chaque côté d'une frontière. Bref, d'un point de vue pratique, je ne pense pas que la loi modifiera énormément la donne, même si elle officialise et généralise cette obligation.

Recueilli par **R.Ba.**

cybersécurité» entrera en vigueur au 1^{er} juin.

Le texte confirme la volonté de Pékin de marquer sa cybersouveraineté. Promu par le président Xi Jinping en personne, ce nouveau concept de la propagande chinoise stipule grosso modo que les Etats ont le droit de choisir de manière autonome la façon dont ils régulent le Web. Conforme à ce principe, la nouvelle loi va permettre au gouvernement chinois de mieux contrôler les flux de données, les technologies et les systèmes informatiques utilisés par les sociétés à travers le pays. Désormais, les entreprises du Web travaillant dans des secteurs d'activité touchant aux «infrastructures critiques» de la Chine devront se plier à des contrôles de sécurité et faire certifier leur matériel informatique.

Une autre disposition controversée les oblige à stocker les données personnelles de leurs utilisateurs basés dans le pays sur des serveurs en Chine, et non plus à l'étranger. Ce que fait d'ailleurs volontairement Airbnb depuis le début du mois de novembre et Apple depuis août 2014. Cette mesure est évidemment perçue comme une entrave par les autres multinationales du Web, habituées à un Internet libre et ouvert, notamment aux Etats-Unis, où l'on redoute que cette loi ne soit qu'un nouvel instru-

ment protectionniste destiné à favoriser les géants chinois du Web au détriment des mastodontes américains comme Facebook, Google, Instagram ou Twitter, tous régulièrement censurés dans le pays.

«C'est un pas en arrière pour l'innovation en Chine et cela ne va pas faire grand-chose pour améliorer la sécurité», a réagi James Zimmerman, le président de la Chambre de commerce américaine

REÇUT dans le pays. Les entreprises et les opérateurs télécoms devront en outre fournir aux autorités chinoises «leur soutien technique» lors d'enquêtes touchant à la cybersécurité, un terme flou qui inquiète aussi les ONG. Et la loi n'oublie pas non plus les 800 millions d'utilisateurs de WeChat, l'incontournable appli de messagerie instantanée du chinois Tencent. Ceux-là devront de leur côté s'identifier avec leur vrai nom. De plus, tout commentaire visant à «renverser le système socialiste», «inciter au séparatisme» ou «répandre de fausses informations» sera également sanctionné.

«Soutien technique»

En réalité, ces dispositions figuraient déjà dans d'autres textes juridiques chinois (lire ci-dessus), mais leur intégration dans une loi générale confirme l'ambition de Pékin de censurer encore

davantage les opinions dissidentes sur Internet. Depuis son arrivée au pouvoir en mars 2013, Xi Jinping opère en effet une reprise en main du Web et cible les anonymes comme les «Da V» (littéralement: «gros comptes dont l'identité de l'auteur est vérifiée») des leaders d'opinion suivis par des millions de followers. Fin 2015, le grand avocat des droits de l'homme Pu Zhiqiang avait écopé de trois ans de prison avec sursis pour avoir posté sept tweets qui, selon les autorités, «incitaient à la haine raciale». Sa licence lui permettant d'exercer son métier avait ensuite été annulée. En février, les censeurs avaient également fermé purement et simplement le compte Weibo (Twitter chinois) d'un ex-tycoon de l'immobilier suivi par plus de 37 millions de fans et qui avait publié, ce mois-là, plusieurs messages critiques.

Depuis l'affaire Snowden, en matière de cybersécurité, la Chine veut préserver ses infrastructures télécoms et ses réseaux pour se prémunir du cyberespionnage et de potentiels hackers. Mais comme souvent en Chine, le flou de la nouvelle loi, son adoption alors que le pouvoir serre la vis de tous côtés et que les entreprises étrangères se plaignent d'une dégradation du climat des affaires, tout cela fait craindre d'autres motivations à peine cachées. ◀

inter france

patricia martin
le 6/9
du week-end

Retrouvez Laurent Joffrin et Alexis Brézet chaque dimanche à 8h40, dans Le Club des idées, animé par Laurence Luret, en partenariat avec

Libération



Patrice Evra, lundi à Clairefontaine (Yvelines). PHOTO GONZALO FUENTES. REUTERS

BLEUS

Par
GRÉGORY SCHNEIDER

Les Bleus affrontent la sélection suédoise, ce vendredi à Saint-Denis, avec la perspective de mettre, en cas de victoire, un grand coup de saton dans la porte donnant sur le Mondial 2018, et la semaine tout entière a appartenu à un joueur revenu de sa semi-retraite juste à temps pour figurer sur la photo officielle de la saison 2016-2017 prise mardi. Un type qui, aux dernières nouvelles, était visible sur les réseaux sociaux en train de danser déguisé en Chucky (la poupée sanguinaire) à l'occasion de Halloween ou en panda pour lutter (?) contre le racisme : Patrice Evra (35 ans) *himself*, partant probable face aux Nordiques. Sur le cliché, le Turinois a le torse bombé, l'air sévère, le regard qui se porte derrière la ligne d'horizon.

PATRICE ÉVRA «UN PEU DE SOLEIL POUR TONTON, QUAND MÊME»

Qu'est-ce qu'Evra fout là ? Ça fout les jetons : à ce stade, Evra, c'est l'œil qui scrute la concurrence au poste d'arrière gauche depuis la tombe. En septembre, le sélectionneur l'avait écarté en arguant d'une nécessité double. D'une, «*Pat* aura 37 ans lors du Mondial russe, je ne sais pas s'il sera encore compétitif et il ne le sait pas non plus». De deux, son ombre est tellement intimidante dans le vestiaire tricolore que Deschamps voulait laisser la relève – le Parisien Layvin Kurzawa, le Barcelonais Lucas Digne – grandir sans le poids de la statue du Commandeur du football français, par ailleurs en (relative) difficulté à l'époque dans son club de la Juventus de Turin.

On dit ça comme ça, mais cet argument sert aussi à Deschamps quand il justifie la mise à l'écart de Karim Benzema devant les internationaux tricolores : «*En écartant Karim, j'ai fait grandir [Antoine] Griezmann*», élu de fait meilleur joueur de l'Euro. Enfin bref : aujourd'hui, Kurzawa est blessé, son remplaçant Benoît Trémoulinas (30 ans) aussi, Benjamin Mendy (22 ans) doit encore prouver – comme pas mal d'autres – qu'il peut exister au très haut niveau sous les ordres d'un autre entraîneur que Marcelo Bielsa, Jordan Amavi est porté disparu en Angleterre, et revoilà Evra, amoureux transi d'une sélection qu'il aura littéralement sauvée (*lire Libération du 24 juin*) dans le marigot sud-africain de 2010 et qu'il rejoindrait ne serait-ce que pour passer un coup de balai si on le lui demandait. On s'incline.

Evra a débarqué lundi au débotté, sans valise, sans manteau, moquant le responsable vidéo du service com de la fédération – «*Hé, Spielberg, me revoilà !*». Il ricane comme un démon et s'insurge de la température, «*vous me faites revenir, comme ça, dans le froid, c'est pas sérieux*», «*un peu de soleil pour Tonton*

Va, vis et deviens

Mondial 2018 Opposée à la Suède ce vendredi soir dans le cadre des éliminatoires, l'équipe de France a vu revenir Olivier Giroud et Patrice Evra, ou arriver Adrien Rabiot. Toute l'histoire du joueur de foot à eux trois.

[son surnom chez les Bleus, ndr], quand même». «Il m'a manqué, ce petit château» de Clairefontaine (Yvelines), un truc dont il se voit proprio. Il ne faut surtout pas tomber dans le panneau. Evra, c'est une onde venue du fond des âges, aux frontières de ce qui peut être exprimé. Non pas la satisfaction revancharde et circonstanciée d'un homme se voyant offrir par surprise un supplément de programme mais quelque chose de plus profond, l'odeur du vestiaire qui remonte depuis l'enfance, la pluie qui tombe sur un joueur qui ne la remarque que parce qu'il est loin de l'action, les plaisanteries, le tribalisme et cette intensité qui n'appartiennent qu'au jeu.

A ce stade, Evra, c'est tout le football. Jusqu'aux murs du vestiaire. La petite mort du joueur : il se dissout dans l'objet de sa passion non pas en une fois mais progressivement, au fil des mois, en mesurant la valeur des sensations passées avec une acuité inédite.

OLIVIER GIROUD «FRANCHEMENT, J'ÉTAIS MAL»

A l'heure où le Turinois débarquait à Clairefontaine, un autre revenant – de moins loin – remâchait les mots qu'il allait servir aux deux journalistes venus l'interviewer dans l'après-midi. On a beaucoup glosé ici sur le parcours d'Olivier Giroud (30 ans), la Ligue 2 à 23 ans, c'est-à-dire à un âge où les meilleurs joueurs français sont déjà millionnaires. Dans *l'Equipe* et *le Figaro*, il arbore la mine pincée de celui qui pressent que les choses ne tourneront pas dans son sens sans savoir pourquoi : rien moins que ses gammes, ce personnage de mal-aimé qu'il a installé dans le paysage depuis 2013.

Un rôle tenant à la fois, de son point de vue, de la couverture de survie et de son propre rapport au monde. Qu'est-ce qui fait courir l'attaquant d'Arsenal? Les complications. Les signes, qu'il interprète de travers : «Je pensais que j'allais débiter contre le Paris-SG en Ligue des champions [le 13 septembre] parce que le

coach m'avait reposé trois jours plus tôt en me mettant sur le banc contre Southampton. Mais non. C'est là que j'ai eu une discussion le matin du match de Paris avec l'entraîneur. Il m'a dit que j'étais tout près de revenir dans l'équipe. Franchement, j'étais mal.»

Plus loin : «Contre Sunderland [le 29 octobre], je marque deux buts sur mes deux premiers ballons. Ça ne va pas m'arriver tous les jours. Du coup, j'espérais jouer contre Tottenham dans la foulée... J'étais déçu.» La condition de

joueur : une vie à sauter sur le marchepied d'un bus qui part sans vous et avec ceux qui sont déjà dedans, mordant la main agrippée sur la rambarde. Une vie de chien.

Giroud est plus près du début que de la fin : lui aussi se laisse aller à un dégagement rétrospectif quand un reporter lui parle de la finale du dernier Euro (perdue 0-1 après prolongations) devant le Portugal en lui demandant si la sortie précoce sur blessure de la star lusitanienne Cristiano Ronaldo n'avait pas levé un vent d'espoir dans le camp tricolore. Curieuse réponse : «Ça a été dur pour tout ce qui aurait pu suivre. Quand on s'est retrouvés à l'hôtel Molitor avec la piscine, tout ça, c'était terrible. On aurait pu faire une sacrée bringue, finir à poil dans l'eau. On s'est imaginés fêter ça tous ensemble, mais il faut penser à autre chose.»

Un jour, Giroud n'aura plus rien à voir venir. Là, il est pile dedans, Evra est déjà dans l'après : ne manquait plus qu'Adrien Rabiot pour fermer la boucle, jeune (21 ans) milieu de terrain toujours en vie après trois années passées dans un vestiaire parisien rempli de superstars féroces et sélectionné chez les Bleus pour la première fois par Deschamps comme on souscrit un placement rentable sur dix ans. On a parfois été frappé par l'assurance de Rabiot après les matchs de son club, une attitude analysée comme suit par un proche : «Quand on part à 13 ans à Manchester City et que ce club-là vous explique que vous êtes le futur du foot mondial, on prend confiance tôt.»

ADRIEN RABIOU «L'ASPECT TECHNIQUE N'EST PAS TOUT»

Mardi, Rabiot a été expédié devant la presse et, de mémoire de suiveur, ce fut la plus belle opération de charme jamais menée en ces lieux depuis des siècles. Sans d'ailleurs que l'intéressé n'en soit conscient, son dessein étant simplement de répondre de la manière la plus juste et la plus personnelle aux questions qui lui étaient posées.

Sur son image prétendument capricieuse, son clan ayant dû batailler pour qu'il reste au Paris-SG tout en ayant un temps de jeu décent : «Peut-être qu'avoir du caractère c'est être capricieux pour vous. J'ai grandi, j'ai essayé de changer quand il le fallait mais j'ai gardé mon caractère et ça, c'est très, très important.» Sur le PSG : «Bien sûr que ma sélection aujourd'hui valide la façon dont je m'y suis pris avec les dirigeants dans le passé. Parfois, je me prends la tête avec mes frères mais je les aime, voyez. Beaucoup de choses ont changé. Là, je suis dans un vestiaire où les joueurs sont les mêmes depuis longtemps. On se connaît bien. Donc oui, ce serait difficile de partir.»

Sur son apprentissage en bleu : «Je sais que le niveau technique des joueurs est très proche à Paris de celui des internationaux que je vois ici. Mais l'aspect technique n'est pas tout. Chaque joueur a un ressenti, un vécu, des expériences différentes et un joueur de mon âge a quelque

chose à en tirer. Au-delà de ça, porter le maillot bleu s'apprend. Tant que tu ne l'as pas fait, il y a une part d'inconnu», sous-entendu : sur ton rendement dans ce contexte. Puis sur Blaise Matuidi, milieu de terrain comme lui, voisin de vestiaire au Paris-SG : «C'est à la fois un coéquipier, un rival puisque l'on joue au même poste, et un exemple dans la mesure où il a toujours envie de plus.»

Dans dix ou quinze ans, Rabiot aura compris ce qu'Evra mesure aujourd'hui et ce que Giroud commence tout juste à deviner : ce ne sont pas les accomplissements mais le quotidien du joueur, intense jusque dans chacun de ses fragments, qui fait la saveur d'une carrière dans le foot. Ce qui revient à parler des rites, du quotidien, des crampons claquant sur le carrelage. Des ego qui montent de concert à la mi-temps d'un match mal embarqué, mi-temps dont ils reparleront ensemble dans trente ans alors qu'ils ne se souviendront plus de ce qu'ils ont vu à la télé la veille.

Rabiot a eu du mal avec une seule question, quand il lui fut demandé s'il comptait en garder sous le pied lors de l'entraînement suivant sa prestation médiatique. «Mais enfin...» Un entraînement chez les Bleus, dans le vortex du foot international, avec des mecs qu'il n'avait fait que croiser avant ça. «Mais enfin...» Du Evra dans le texte. Après, la route est longue. ◀

QUALIFICATIONS POUR LA COUPE DU MONDE 2018

LES MATCHS DU WEEK-END

- Vendredi 11 novembre 20h45 FRANCE — SUÈDE
- Dimanche 13 novembre 18 heures LUXEMBOURG — PAYS-BAS
- Dimanche 13 novembre 18 heures BULGARIE — BIÉLORUSSIE

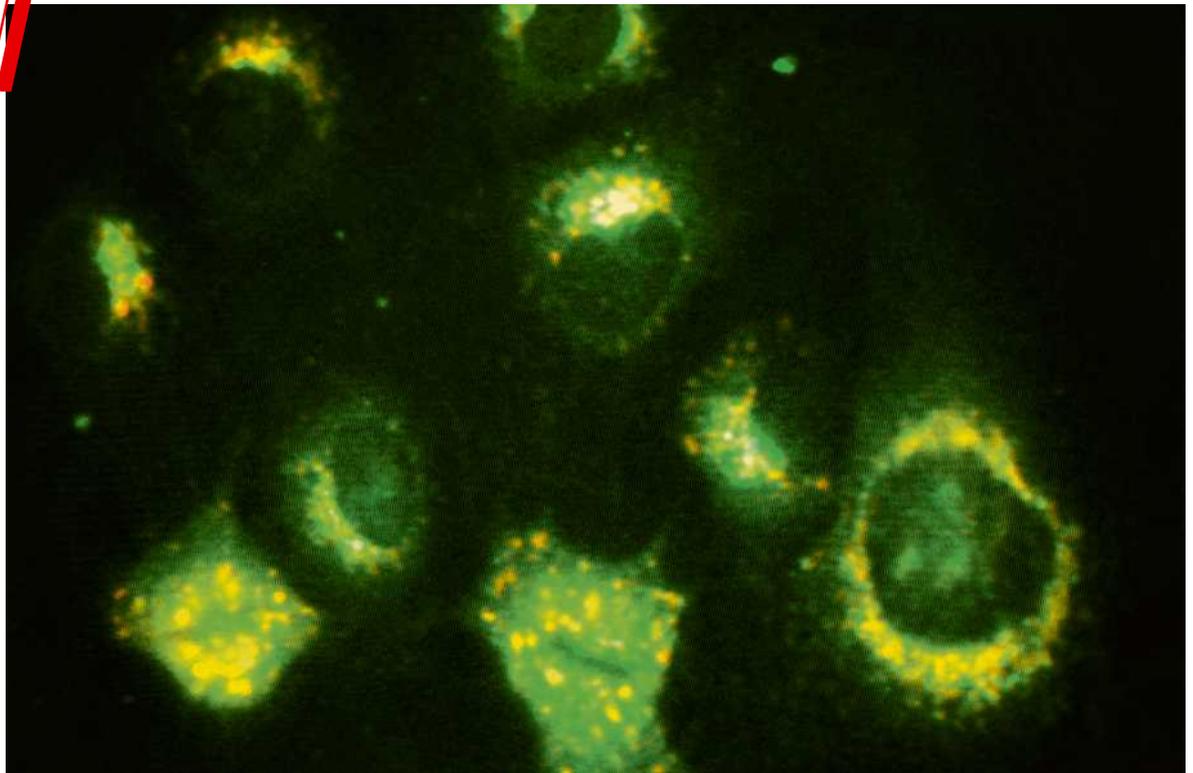
GROUPE A	Points	Matches			Différence de buts
		Gagné	Nul	Perdu	
1 SUÈDE	7	2	1	1	+4
2 FRANCE	7	2	1	1	+4
3 PAYS-BAS	4	1	1	1	+2
4 BULGARIE	3	1	2	2	-5
5 BIÉLORUSSIE	2	2	1	1	-3
6 LUXEMBOURG	1	1	2	2	-2

Une pauvre équipe suédoise

Rencontre au sommet ce vendredi soir entre les deux leaders du groupe A, match qui mettra le vainqueur (si vainqueur il y a) sur une voie royale dans l'obtention de la première place de la poule, la seule qui soit directement qualificative pour le Mondial 2018 en Russie. Les Bleus ont beaucoup à y gagner : vainqueurs (1-0) aux Pays-Bas en octobre, ils pourraient prendre aussi la main sur la Suède s'ils l'emportent, les trois autres formations de la poule (Bulgarie, Luxembourg, Biélorussie) étant parties pour faire de la figuration. Lors du dernier Euro, alors que Zlatan Ibrahimovic (aujourd'hui retraité de la sélection) était encore dans le paysage, les Nordiques ont présenté un visage abrasif, d'une pauvreté insupportable en matière de création mais prenant peu de buts (un par match), ce qui ne leur laisse que le 0-0 (ou le 1-0, à la rigueur) comme perspective optimiste. Les Bleus, interrogés cette semaine, leur trouvent des vertus collectives. A voir.

IDÉES/

Il est mystérieux, n'existe qu'en quantité infime, mais cet élément chimique pourrait demain aider à traiter des cellules cancéreuses de petite taille. Les essais cliniques vont démarrer à Nantes.



Vidéo-microscopie de cellules cancéreuses (Inserm-CNRS). PHOTO PHILIPPE PLAILLY, EURELIOS, LOOKATSCIENCES

L'astate, si rare et si précieux pour traiter le cancer

Dmitri Mendeleïev avait soupçonné son existence dès 1869. Dans son célèbre «Tableau périodique des éléments», il avait, en effet, prévu une case à remplir sous celle de l'iode... Ce n'est pourtant qu'en 1940 que l'astate (symbole At) a été officiellement découvert, après de nombreuses fausses annonces. Et pour cause : c'est l'un des éléments chimiques les plus énigmatiques. La raison principale des mystères qui l'entourent encore aujourd'hui est son extrême rareté à l'état naturel. Issu de la désintégration d'éléments lourds tels que l'uranium, il est très instable et se désintègre à son tour en quelques heures seulement. A un instant «t», on estime que seuls quelques grammes d'astate sont présents de façon transitoire sur la totalité de la croûte terrestre. Ceci limite fortement les possibilités d'étude de ses caractéristiques, puisque seules des traces de cet élément peuvent être rassemblées. Il s'agit alors de quantités tellement infimes (de l'ordre du milliardième de gramme au mieux) qu'elles ne peuvent être directement observées, ni soumises aux instruments d'analyse habituellement utilisés pour caractériser les éléments chimiques.

Un isotope de ce radioélément intéresse pourtant la recherche médicale au plus haut point : l'astate-211. Lorsqu'il se désintègre, celui-ci libère une particule radioactive possédant une énergie suffisante

pour détruire les cellules qu'elle traverse, ce qui en fait un candidat sérieux à l'élimination de tumeurs cancéreuses aujourd'hui difficiles à soigner.

Utiliser des isotopes radioactifs pour éliminer des tumeurs n'est pas nouveau : il existe déjà des thérapies employant cette approche. Cependant, les traitements actuels utilisent des éléments radioactifs émetteurs de particules «bêta», lesquels ont la propriété de pénétrer de plusieurs millimètres dans les tissus biologiques. Si elles sont utiles pour le traitement des tumeurs de taille importante (plusieurs millimètres de diamètre), ces particules se révèlent inopérantes pour le traitement des tumeurs de moins d'un millimètre, car elles détruisent aussi les tissus sains qui entourent la tumeur. A contrario, l'astate-211 est un émetteur de particules «alpha» qui, en raison de leur faible péné-

Par

FRANÇOIS GUÉRARD



Centre de recherche en cancérologie de Nantes-Angers (CRCNA)

tration dans la matière (l'épaisseur d'une feuille de papier, soit 3 à 4 cellules à peine), pourraient permettre le traitement des cellules cancéreuses isolées (cas des leucémies), ou des tumeurs de petites tailles comme les micrométastases disséminées, et venir en complément de traitements conventionnels (chimiothérapie ou

chirurgie) durant les quels des résidus de tumeurs indétectables peuvent subsister et conduire à des rechutes. L'astate-211, trop rare à l'état naturel pour un usage médical, peut aujourd'hui être produit artificiellement à l'aide d'accélérateurs de particules, comme le cyclotron Aronax à Nantes, l'un des appareils les plus puissants au monde pour la production de radionucléides à visée médicale. Mais pour le rendre utilisable en médecine, encore faut-il trouver le moyen de le transporter au plus près des cellules cancéreuses. Une nouvelle méthode chimique mise au point par le Centre de recherche en cancérologie de Nantes et le National Cancer Institute (National Institutes of Health, Etats-Unis) pourrait enfin apporter la solution.

Pour transporter l'astate, la solution privilégiée par les chercheurs consiste à l'«ac-

crocher» à une molécule capable de repérer les cellules tumorales. Les anticorps constituent aujourd'hui le véhicule privilégié par les chercheurs : issus du système immunitaire, ils sont capables de se fixer sur des antigènes bien identifiés que les cellules cancéreuses possèdent à leur surface. L'association anticorps - astate-211 peut ainsi être assimilée à un minuscule missile à tête chercheuse injecté au patient et destiné à déposer sa charge radioactive de façon très localisée au niveau de la tumeur, tout en limitant l'irradiation des tissus sains. Mais pour que la charge radioactive (l'astate-211) ne se dissocie pas du «missile» avant d'atteindre sa cible, il faut que ces deux éléments

soient solidement accrochés l'un à l'autre. C'est désormais le cas grâce à de nouveaux composés, les sels d'iodonium : en les utilisant, l'opération de radiomarquage - c'est son nom - devient beaucoup plus efficace que les méthodes connues auparavant et, surtout, moins

toxique pour l'organisme. Publiés cet été dans la revue *Chemistry - A European Journal*, les résultats obtenus à Nantes permettent d'envisager sérieusement une utilisation prochaine de l'astate-211 en clinique. L'étude clinique sera menée par le CHU de Nantes, en collaboration avec l'Institut de cancérologie de l'ouest dans le cadre d'un vaste programme de recherche autour du cyclotron Aronax et du Centre de recherche en cancérologie de Nantes-Angers. ◀

LES INÉDITS DU CNRS

Une fois par mois, *Libé* publie, en partenariat avec le magazine en ligne de l'organisme (lejournal.cnrs.fr), une analyse scientifique originale.

CNRS
LE JOURNAL



PHILOSOPHIQUES

Par
**ANNE
DUFOURMANTELLE**
Philosophe et psychanalyste

Une amende contre la fraternité

Prévenir un usager sans titre de transport d'un contrôle imminent est passible d'une amende et de prison. Le symptôme d'une société sécuritaire et teintée d'autoritarisme.

Il y a quelques semaines, j'ai pris connaissance d'une campagne consistant soi-disant à «lutter contre la fraude» dans les transports en commun. Elle se présentait sous la forme d'une affiche placardée dans le métro dont le libellé était des plus clairs. Les usagers y sont avertis que «le signalement de la présence d'agents de contrôle sur les réseaux de transport est puni de deux mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende».

Cette affiche m'a choquée, mais dans un premier temps, je n'ai pas vraiment compris pourquoi. Certes, l'amende et la sanction carcérale me semblaient tota-

lement délirantes par rapport au délit incriminé. Mais c'est le fait de rendre délictueux le geste, ou la parole, d'un passager en règle en direction d'un contrevenant, ou de quelqu'un lui paraissant l'être, qui m'a paru détestable.

Tout d'abord, il me semble que le réflexe qui consiste à prévenir quelqu'un qu'il risque d'être pris la main dans le sac relève d'une logique émouvante. Cela correspond à une solidarité, je dirais même à une fraternité instinctive envers l'éventuel fraudeur, qui est loin d'être répréhensible car elle recouvre la sorte de noblesse qui pouvait nous animer, enfants, lorsqu'il

s'agissait d'aider un copain ou une copine à ne pas «se faire prendre» par l'insti ou le prof, ou bien encore devant les hauts faits de la bande de Robin des Bois soutenus par la population de Sherwood.

Je l'avoue, ce réflexe de connivence tacite, aussi légalement répréhensible soit-il, me réchauffe le cœur, car il est, en un sens, la preuve que toute entraide aussi furtive soit-elle n'a pas disparu de nos habitudes, et qu'un certain esprit de résistance, voire d'insurrection, est toujours mobilisable dans le cas où la puissance publique, au lieu de se montrer empoisonnée d'autoritarisme comme ici, se montrerait inique.

Ensuite, lorsqu'on se permet un tel abus de pouvoir en matière de répression, on ne voit pas ce qui empêcherait l'abus en termes de récompense. Tout comme on invite à présent dans les cinémas à dénoncer l'éventuelle captation numérique du film, il semblerait cohérent d'inviter les passagers du métro, sous promesse de récompense, à dénoncer les fraudeurs.

Il n'y aurait d'ailleurs plus qu'un pas à faire pour s'autoriser à sanctionner ceux qui ne dénonceraient pas le mauvais citoyen et le mauvais contribuable que devient le fraudeur dans l'esprit des traqueurs d'irréguliers. C'est, en tout cas, la voie qu'emprunte la répression quand elle en vient à réprimer ceux qui informent les éventuels réprimés.

Quelle est cette passion de la délation qui anime secrètement toute société de contrôle, sinon le fantasme d'embrigader comme auxiliaires de police tous les membres de cette société? L'esprit «sécuritaire», qui voit en tous une menace potentielle, a pour idéal de transformer chacun en répressur éventuel. C'est ce que révèle en négatif l'incrimination systématique de ceux qui alertent les fraudeurs. Cette tentation est de sinistre mémoire, particulièrement en France, et elle fait un «drôle d'effet» quand elle s'affiche ainsi sur la voie publique.

J'en étais là de mes petites réflexions lorsque je suis retombée sur cette affiche

Quelle est cette passion de la délation qui anime secrètement toute société de contrôle, sinon le fantasme d'embrigader comme auxiliaires de police tous les membres de cette société?

il y a peu. J'ai alors compris ce qui m'avait le plus profondément choqué il y a quelques semaines. Le délit mentionné y est appelé en toutes lettres, une «*incitation à la fraude*».

Le fait d'avertir un fraudeur, quand bien même cela serait pour qu'il se mette en règle avant d'être appréhendé, serait donc considéré comme un encouragement à commettre un délit, encouragement pénalisable, cela va désormais sans dire.

Cette torsion du sens des mots, à un point fallacieux tel qu'elle en devient falsificatrice, m'a paru être d'une totale perversion. Une perversion bien à l'image d'une époque qui dit une chose pour signifier son contraire, d'une époque où «le vrai n'est qu'un moment du faux», où l'euphémisme, l'antiphrase, le déni ne sont plus utilisés par les différentes institutions comme des figures de style ironiques, mais au premier degré, pour prendre le contrôle de la réalité et la soumettre à l'idéologie dont elles ne sont plus que les agents de maintenance. Il m'a semblé qu'une société pouvant accepter sans broncher ce degré de duplicité retorse pouvait en fin de compte être qualifiée d'inique. ◆

Cette chronique est assurée en alternance par Sandra Laugier, Michaël Fessel, Anne Dufourmantelle et Frédéric Worms.

L'ŒIL DE WILLEM



A LA TELE CE SOIR

- TF1**
20h35. Football : France / Suède. Sport. Qualifications Groupe A. Coupe du monde. 22h45. **Esprits criminels**. Série. Les profilers. Par feu et par flammes. Les yeux dans les yeux.
- FRANCE 2**
20h55. **Deux flics sur les docks**. Téléfilm. Justices. Avec : Guillaume Marquet, Sava Lolov. 22h30. **Mika love Paris**. Spectacle.
- FRANCE 3**
20h55. **Romy, de tout son cœur**. Documentaire. 22h40. **C'KDO**. Divertissement.
- CANAL +**
21h00. **Le grand partage**. Comédie. Avec : Karin Viard, Didier Bourdon. 22h40. **C'KDO**. Divertissement.
- ARTE**
20h55. **Trop belle pour être honnête**. Téléfilm. Avec : Matthias Koeberlin, Julia Jentsch. 22h25. **Let's dance**. Documentaire.
- MG**
21h00. **NCIS**. Série. Échec au roi. La gloire de mon père. Vena amoris. 23h35. **NCIS**. Série. Domino (1 & 2/2).
- FRANCE 4**
20h55. **Fort Boyard**. Jeu. 22h55. **Fort Boyard**. Jeu.
- FRANCE 5**
20h45. **La maison France 5**. Magazine. 21h45. **Silence, ça pousse I**. Magazine.
- PARIS PREMIÈRE**
20h45. **La revue de presse**. Divertissement. 23h10. **Conseil d'indiscipline**. Magazine.
- TMC**
21h00. **Restos du cœur**. Musique. Au rendez-vous des Enfoirés. 23h10. **Stars d'une génération**. Documentaire. Années 80 : de Vanessa Paradis à Michael Jackson.
- W9**
20h55. **Enquête d'action**. Magazine. Vols à l'étalage et guerre des prix : dans les coulisses des hypermarchés. 22h50. **Enquête d'action**. Magazine. Rungis : la face cachée du plus grand marché du monde.
- NRJ12**
20h55. **Flics**. Série. Les flics ne dorment pas la nuit. 22h55. **Flics**. Série. Le jour des morts - Parties 1 & 2.
- C8**
21h00. **Zéro limite**. Divertissement. 23h00. **Zéro limite**. Divertissement.
- NT1**
20h55. **Secret story**. Télé-réalité. 23h00. **Confessions intimes**. Magazine.
- CSTAR**
20h50. **U2 : Innocence + Experience**. Spectacle. Live in Paris. 23h30. **Le Replay de la semaine**. Divertissement.
- HD1**
20h55. **Clem**. Série. Quand maman dérape. Avec : Lucie Lucas, Carole Richert. 22h40. **Clem**. Série. Maman a craqué.
- 6 TER**
20h55. **Norbert commis d'office**. Magazine. Stéphane et son escalope normande à l'ivoirienne / Roxane et son gâteau sans gluten. 22h15. **Norbert commis d'office**.
- CHÉRIE 25**
20h55. **Cet été là**. Téléfilm. Avec : Constance Dollé, Pierre Aussedat. 22h50. **Les associés**. Téléfilm.
- NUMÉRO 23**
20h55. **Plein cadre**. Magazine. Senlis une autoroute sous haute surveillance / Sécurité routière, la police en état d'alerte. 23h10. **Ross Kemp, le reporter de l'extrême**. Série.
- LCP**
20h30. **Marie-ange**. Documentaire. 22h00. **Bibliothèque Medicis**.



www.liberation.fr
23, rue de Châteaudun
75009 Paris
tél. : 01 42 76 17 89

Édité par la SARL Libération SARL au capital de 15 560 250 €, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris RCS Paris: 382.028.199

Principal actionnaire Alice Média Group France

Cogérants Laurent Joffrin Marc Laufer

Directeur général Richard Karacian

Directeur de la publication et de la rédaction Laurent Joffrin

Directeur en charge des Editions Johan Hufnagel

Directeurs adjoints de la rédaction Stéphane Aubert David Carzon Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef Christophe Boulard (technique), Sabrina Champenois, Guillaume Launay (web).

Directeur artistique Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints

Michel Becquembourg (édition), Grégoire Bisseau (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Matthieu Ecoiffier (web), Jean-Christophe Féraud (futurs), Elisabeth Franck-Dumas (culture), Didier Feron (culture), Sibylle Vincendon et Fabrice Drouzy (spéciaux).

Directeur administratif et financier Grégoire de Vaissière Service commercial diffusion@liberation.fr

ABONNEMENTS abonnements.liberation.fr sceabo@liberation.fr tarif abonnement 1 an France métropolitaine: 391€ tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ Libération Medias 23, rue de Châteaudun, 75009 Paris - tél. : 01 44 78 30 67

Petites annonces, Carnet Team Media 25, avenue Michelet 93405 Saint-Ouen cedex tél. : 01 40 10 53 04 hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION Midi Print (Gallargues) POP (La Courneuve) Nancy Print (Jarville) CILA (Nantes)

Imprimé en France



Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPAP: 1120 C 80064. ISSN 0335-1793.

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@liberation.fr

SCREENSHOTS

Jean-Mi, renne des neiges



On est tombée en amour, comme on dit à Chicoutimi, avec Jean-Michel, le caribou des bois. D'abord parce qu'il s'appelle Jean-Michel. Et aussi parce qu'il porte un slip moultant,

décortique des noisettes comme personne et s'enfile du jus de trefle toute la journée. Il est recommandé de lire ses aventures dans de beaux albums publiés chez Actes Sud Junior (*Jean-Michel et le Père Noël au bout du rouleau*, *Jean-Michel et la révolution en Poponie...*), et aussi de regarder ce court métrage d'animation qui raconte l'histoire de Jean-Mi s'embarquant dans la plus folle des aventures : l'amour. C'est en amenant un lapin sauvé des eaux à l'hôpital qu'il fait la connaissance de Gisèle, une chamelle sourde et accessoirement doctoresse. Paralysé par ses sentiments, submergé par la passion, Jean-Mimi arrivera-t-il à déclarer sa flamme à la belle camélide sans bafouiller? Le suspense est délicieux et l'animation très réussie, entre douceur et drôlerie zinzin. Joie, une série de 52 épisodes, appelée *Jean-Michel Super Caribou* est en préparation du côté de France Télévisions. Merci qui? Merci Jean-Michel.

JOHANNA LUYSSSEN

JEAN-MICHEL, LE CARIBOU DES BOIS de MATHIEU AUVRAY Canal + Family, mardi à 9 h 35.

► SUDOKU 3194 MOYEN

			3					2
	9	1						
1		4			6		9	
	5	3		4				
	4		9			8		
			3		4	5		
1	8		7		3			
				1	9			
5			6					

► SUDOKU 3194 DIFFICILE

7	6	1						2
		9						
	5							8
		5	8				7	
1			2	5				
	6		4	1	8			
9	4							3
		3	1	6				
						7		

SUDOKU 3193 MOYEN

8	9	1	4	3				
4	5	2	6	3	7			
2	7	5	3	4	8	1	9	
5	3	2	9	1	7	4		
7	8	1	9	3	1			
1	6	9	4	2	7	8		
4	2	4	6	5	1	2		
8	7	1	3	4	2	1		
9	1	3	6	7	2	4		

SUDOKU 3193 DIFFICILE

4	3	9	5	1	7	2		
5	4	7	2	3	1	4		
9	1	2	4	6	7	3	5	8
7	9	3	8	2	4	6		
4	2	6	7	9	1	3		
1	6	9	4	2	7	8		
4	2	4	6	5	1	2		
8	7	1	3	4	2	1		
9	1	3	6	7	2	4		

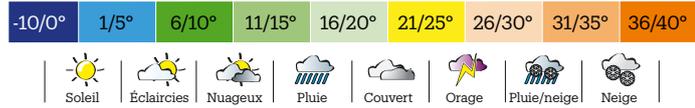
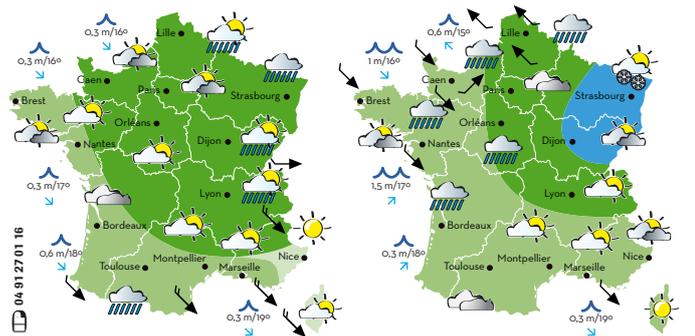
Solutions des grilles d'hier

VENDREDI 11

Le retour des hautes pressions par l'ouest du pays favorise l'évacuation de la perturbation vers l'est. Malgré cela, des ondées restent tenaces à proximité des Pyrénées. L'APRÈS-MIDI Malgré la présence des hautes pressions sur l'ouest, une faible instabilité concerne encore certaines régions. Cela se traduit la plupart du temps par de faibles ondées éparsses.

SAMEDI 12

L'arrivée de la perturbation sur le quart nord-ouest du pays occasionne des pluies modérées mais génère également un renforcement du vent. L'APRÈS-MIDI La perturbation progresse vers le Bassin parisien avec des pluies modérées du sud-ouest au Nord Pas-de-Calais et de la neige en moyenne montagne. À l'arrière, des averses se déclenchent.



Agitée, Peu agitée, Calme, Fort, Modéré, Faible. www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	2	7	Dijon	4	8	Alger	15	19
Caen	7	10	Lyon	5	9	Bruxelles	2	6
Brest	9	14	Bordeaux	11	14	Jérusalem	17	25
Nantes	9	12	Ajaccio	8	16	Londres	6	8
Paris	7	9	Toulouse	11	13	Berlin	1	3
Nice	8	16	Montpellier	8	15	Madrid	6	12
Strasbourg	3	7	Marseille	7	13	New York	3	14

ON S'EN GRILLE UNE?

Par GAËTAN GORON

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Mis de côté pendant dix ans II. Félin des Amériques; Période chère à Vivaldi III. Il offre un service à la carte; Ce qui déboucle avec la glace IV. Palindrome d'observation; Cours d'eau qui coule hors du département du même nom V. Le Parc, c'est aussi chez lui; De nouveau apte au service VI. Vieux charlatan; Fait bloc VII. Ses toiles sont anciennes; Il fend la botte au niveau du mollet VIII. Son bassin couvre une dizaine de pays; Préfixe intense IX. Compagnon de Manureva; Elle traverse Baden-Baden X. Elle forme une classe à part XI. Tapis pour la montée des marches

Grille n°448

VERTICALEMENT

1. Pratique d'un détecteur dément en songes 2. Vivions dans la difficulté 3. Raidit; On le parle en Bretagne non bretonnante 4. Commune du 76; Plus d'une dune; Militaire ottoman 5. Vieux brûler; Canal où se recueillent les larmes 6. On y loge plus de passagers en langue française qu'en langue anglaise; Fouetter; Base d'un accord 7. Premier tsar de Russie; Prise de corps 8. Chasse à l'image 9. Maintenir l'écart

Solutions de la grille d'hier

Horizontalement I. DÉMOCRATE. II. AXE. HAMAS. III. KENNEDY. IV. OMAË. V. P. ARRIMA. VI. ALL. OS. PF. VII. DAMAS. HOF. VIII. URANIFÈRE. IX. SINCÉRITÉ. X. UTAH. ONU. XI. DÉRÉSENT. Verticalement 1. DAKOTA DU SUD. 2. EXEMPLARITÉ. 3. MENA. IMANAT. 4. NRA. ANCHE. 5. CHE. ROSIE. 6. RADARS. FROG. 7. AMY. HEINE. 8. TA. IMPORTUN. 9. ESCLAFFÉE. libremots@gmail.com

CULTURE/



Le mille-feuille de la voix de Laurent Poitrenaux chuchote au creux de chacune des oreilles des spectateurs. PHOTO PASCAL GELY

«PROVIDENCE»

Trio A la Comédie de Reims, le texte d'Olivier Cadiot mis en scène par Ludovic Lagarde prend corps dans l'interprétation intense et polymorphe de Laurent Poitrenaux. Un monologue à couper le souffle.

la farce du destin

Par
ANNE DIATKINE
Envoyée spéciale à Reims

Providence : c'est un film d'Alain Resnais, une ville aux Etats-Unis, la chance soudaine et imprévisible au milieu d'un désastre, quelque chose dont on a bien besoin, Dieu qui n'en fait qu'à sa tête, l'avant-dernier récit publié aux éditions P.O.L de l'écrivain Olivier Cadiot, ou encore le huitième spectacle composé par le trio Olivier Cadiot, Ludovic Lagarde et Laurent Poitrenaux.

HOLOGRAMMES

On écrit trio, comme un ensemble musical, mais les trois n'accepteraient sans doute pas cette appellation, ne serait-ce que parce qu'Olivier Cadiot donne son texte sans participer à la mise en scène ni à la dramaturgie et qu'il est supposé, en tant qu'auteur, découvrir le travail en même temps que nous, spectateur. On soutient cependant «trio», car ils sont rares, les compagnonnages pendant un quart de siècle, entre un metteur en scène, un acteur et un auteur, qui gardent ●●●

●●● leur inventivité et leur fraîcheur. Et trio musical, donc, car la densité et subtilité absolument sonore du spectacle captiveraient même si Ludovic Lagarde nous plongeait dans une cuve entièrement noire pendant deux heures.

Dingue, la précision des sons que semble fabriquer le personnage sur scène, le tumulte des tasses qui s'entrechoquent dans un café qu'on imagine en Suisse, le crissement de l'éponge sur le skaï du canapé, ou la rencontre sans cacophonie de deux musiques à la fois, une symphonie de Schubert et un morceau nommé *Indifférence* du compositeur américain Robert Ashley. Incroyable, le millefeuille de la voix de Poitrenaux qui chuchote au creux de chacune des oreilles des spectateurs, parle «normalement» à tous, s'amplifie, disparaît sous une table, devient mental, pure voix intérieure.

Attention, le tressage sonore (le plaisir qu'il provoque, l'envie de le décortiquer et de l'emporter avec soi après la représentation) ne doit pas prêter à malentendu. Car évidemment, il ne serait rien, ou tout à fait autre chose, sans la précision des jeux de lumières, la gestuelle si spécifique de Laurent Poitrenaux, son jeu de jambes et ses torsions sur lui-même, son aptitude à se transformer en un instant en une vieille femme, «*jour où j'ai été le plus heureux possible*», dit le narrateur, ou sa manière de se projeter en jeune fille arriviste, Rubempré féminin des *Illusions perdues* projetée dans les années 80. Pour autant, si les oreilles avaient des paupières, on replierait parfois le son, à la manière du narrateur sur scène, qui ne cesse de faire ce genre d'expériences, afin de faire son miel des seuls mouvements et images muettes. L'usage de la vidéo, notamment, relève du mirage. Les images ne sont plus planes, mais semblent des hologrammes qui apparaissent dans l'écran fenêtre. Quand le narrateur relate un souvenir d'une performance de William Burroughs, on l'aperçoit au loin sur scène. L'image grossit : erreur, il s'agit bien de Laurent Poitrenaux ou d'un avatar, qui devient gigantesque, sort de son cadre, menace l'acteur qui, en chair et en os, dos au spectateur, se liquéfie.

BANDES MAGNÉTIQUES

C'est la fin du spectacle, revenons au début, puisque début il y a, et que le texte, qui narre une multitude d'histoires, pourrait effectivement être l'aventure d'un Rubempré quinquagénaire bien tassé, qui aurait eu 20 ans à la mauvaise époque puisque c'est le lot des jeunes gens que d'avoir le sentiment d'arriver toujours trop tard. L'homme habite aujourd'hui au bord d'un lac, il nous apprend au passage que «*lac*» veut dire «*dépression*» en sanskrit. Il est chez lui, comme Poitrenaux et Lagarde le sont dans ce théâtre, pieds nus sur le plateau, dans une grande pièce atelier idéalement vide comme on les aime de nos jours. Pas de bibelot, pas de photos, mais un livre de Darwin et deux gros appareils quadriphoniques à bandes magnétiques désuètes. Les mots ont déjà été raréfiés, John Cage a déjà composé ses morceaux de silence. Comment aller plus loin ? *Providence* est la chanson de geste d'une génération par un seul corps sur scène. ◆

PROVIDENCE D'OLIVIER CADIOT

m.s. Ludovic Lagarde.
Comédie de Reims, 3, chaussée
Bocquaine (51). Jusqu'au 19 novembre.
Rens. : www.lacomiededereims.fr

«L'impression d'être plongé dans le bain d'un révélateur»

Laurent Poitrenaux revient sur un quart de siècle de compagnonnage sur les planches avec ses complices.

Rencontre avec le comédien Laurent Poitrenaux (qu'on a pu voir récemment dans *Victoria* de Justine Triet, où il joue l'ex-mari blogueur de l'héroïne) à trois jours de la première de *Providence*. C'est le huitième spectacle qu'il joue sur un texte d'Olivier Cadiot et une mise en scène de Ludovic Lagarde, qu'il se souvient avoir rencontré il y a vingt-cinq ans, rue Oberkampf à Paris, «*un cadeau du ciel*», dit-il.

Rencontrer

«Quand j'ai démarré le théâtre, je ne savais pas du tout comment aborder ce métier. J'avais raté les grandes écoles nationales, je me suis inscrit à Théâtre en Actes, où Ludovic Lagarde était aussi étudiant. Olivier Cadiot habitait dans la même rue que cette école, et on s'est rencontrés en dessous de chez lui, au café. Cette école, qui n'existe plus, a influé notre éthique du théâtre. Elle ouvrait ses portes aux jeunes metteurs en scène qui n'avaient pas de lieu pour présenter leurs premiers travaux. Au café, on voyait Cadiot écrire, et on lui a demandé une pièce. Il a répondu à la commande, on a monté *Sœurs et Frères*, et on a eu un sentiment d'inachèvement, notre travail commun a commencé par un ratage. Ça aurait pu nous décourager, mais Ludovic a proposé au contraire qu'on ne reste pas sur un échec. Olivier a dit : «*D'accord, mais je reste dans ma zone. Je vous donne un livre et vous vous débrouillez.*» On s'est donc retrouvés dans l'atelier d'Olivier et on a commencé à couper dans son texte, c'était le *Colonel des zouaves*, le spectacle a été merveilleusement accueilli. Il a été la matrice de tout ce qui a suivi. On l'a joué plus d'une centaine de fois. On peut faire ce métier de manière très solitaire, passer d'un metteur en scène à l'autre. Moi, je rêvais d'un partenariat. Je ne travaille pas qu'avec Ludovic, ni que sur les textes de Cadiot, mais je sais que j'ai cette base arrière. Les textes sont nouveaux, mais quand je les appréhende, ils sont ma maison d'enfance, quand on avance dans le noir et qu'on sait où est l'interrupteur.

Bouger

«Dès le début, Ludovic a eu l'idée formidable de demander à Odile Duboc, chorégraphe, danseuse et enseignante de m'aider, mais sans jamais qu'elle ne me transforme en danseur. Il n'y a pas une seconde sur scène où je ne pense pas à elle. Avant je travaillais dans une forme d'inconscience de mon corps, de mon énergie. Elle m'a dessillé, en passant par une série d'exercices : dissocier les mouvements, se laisser porter par un geste, mais le porter aussi. Mélangé à l'écriture de Cadiot, le travail du corps avec Odile a eu un double «*effet Kiss Cool*». Elle m'a donné des outils dans lesquels je puise encore et qui sont complètement reliés à l'écriture d'Olivier, qui va très vite, est très fluide, mais fait des écarts brutaux. Il faut rendre corporellement cette écriture. Si je n'avais pas eu cette relation avec Odile, je ne sais pas quel acteur je serais devenu.

Etre sonorisé

«Le micro HD permet d'aller vite, tout en par-

lant distinctement. Etre sonorisé n'est pas une facilité, mais une contrainte énorme, comme l'est la caméra qui rend gigantesque le moindre mouvement de sourcil. Dès qu'on n'est pas juste, dès qu'on ne construit pas la bonne vibration, le micro décuple l'erreur. On ne devient pas faux mais ultra faux. La bonne comparaison est celle avec le hautbois qui demande une capacité pulmonaire gigantesque pour produire un son pur. Dans *Providence*, on construit des mini-opéras qui rendent la complexité de l'écriture de Cadiot, qui est de toute manière sonorisée quand on la lit. La page vibre.

Avancer masqué

«Est-ce que ce sont les choix qui nous font, ou est-ce que c'est nous qui faisons des choix ? Dans mon cas, il me semble que c'est par hasard que je me suis tourné vers un genre de théâtre ou un autre. A 18 ans, je voulais travailler, j'aurais dit oui à tout. Adolescent, j'ai eu deux influences : mes parents, qui étaient postier et secrétaire dans une usine de porcelaine à Vierzon (Cher) et s'éclataient vraiment le week-end en faisant de l'opérette dans une compagnie amateur. Et ma grande sœur qui m'a emmenée voir des spectacles de Chéreau, Langhoff, Bob Wilson, et aussi une performance de John Cage. C'était extraordinaire,

je comprenais sans comprendre, je partais avec une énigme nourrissante. Je suis un savant mélange de *L'Auberge du cheval blanc* et du *Hamlet* de Bob Wilson.

Etre abîmé

«Un acteur est vite détruit. Un texte un peu faible mais qui va avoir du succès, être facile, et qu'on va jouer plusieurs années, abîme. Les textes forment et déforment. Il y a un moment où ce n'est plus possible de revenir en arrière, l'outil est faussé, cassé. Cadiot est mon université. Il va puiser partout. Il se trouve qu'à part *l'Avare*, 95% des textes que j'ai joués sont contemporains.

Avoir le trac

«Je n'ai plus le trac comme à 20 ans. J'ai eu cette chance de me sentir très vite légitime grâce au *Colonel des zouaves*. Mais maintenant je fais une dépression physique avant de jouer. Je me dilue, je me traîne, je suis en loque. Je m'échauffe, je fais des exercices, merci Odile. Quand on a 20 ans, le corps ignore ce qu'on va lui demander sur scène. Maintenant, il a commencé à comprendre, il se braque quelques heures avant, exige qu'on le laisse en repos. Et sur scène, toute l'énergie revient.»

Recueilli par A.D. (à Reims)



PÈRE

August Strindberg

JUSQU'AU 4 DÉCEMBRE 2016

mise en scène

Arnaud Desplechin



COMÉDIE
FRANÇAISE

Réservations

01 44 58 15 15

comedie-francaise.fr

CULTURE/

SCÈNES

Amarres L'ex-Péniche Opéra rouvre en fanfare à Paris avec la reprise du célèbre *Kaddish* (photo) d'Allen Ginsberg, créé en 2013 à Avignon dans une mise en scène du très tendance Arthur Nauziel avec, dans la distribution, l'illustre chanteur Etienne Daho et la non moins reconnue Valérie Mréjen pour la conception vidéo. Autant dire que la demande s'annonce sensiblement supérieure à l'offre (une centaine de places par soir). PHOTO G. ARESTEANU
La Pop, face au 40, quai de la Loire, 75019.
Les 11 et 12 novembre à 19h30, le 13 à 16h30. <http://lapop.fr>

TOTALITARISME



«Angelus Novus AntiFaust», un mythe dans la marmite

La création collective de Sylvain Creuzevault jouée à la Colline brasse le thème du pacte diabolique de Goethe dans le brouet de l'actualité la plus sombre.

Il y a une myriade de Faust, mais il n'y a qu'une Marguerite. La pensée tourne en boucle lorsqu'on sort d'*Angelus Novus AntiFaust*, la dernière création collective de Sylvain Creuzevault, opus politique et drôle, après *Notre Terreur*, qui traitait de la fin de Robespierre, et *le Capital et son singe*, un essai d'adaptation du livre de Marx. Qu'une seule Marguerite parce que, dès que Servane Ducorps, qui invente et interprète la scientifique Prix Nobel Marguerite Martin, est sur le plateau, le spectacle s'intensifie, palpite, se lave de toute prétention, redevient pur présent, et retrouve du sens, si jamais le spectateur, petit poucet adulte, l'a légèrement égaré. Mais est-ce si problématique de se perdre ou de douter de ce qu'on croit comprendre? Les autres figures, Faust ou AntiFaust, amant et

mari, dictateur ou président, paumé ou révolutionnaire, compositeur et brebis galeuse, papillon géant et fillette en révolte, joués par d'excellents comédiens tels Arthur Igual, Eric Charon, Pierre Devérines ou Alyzée Soudet, augmentent elles aussi de vitalité à ses côtés.

Zadiste. Pour cheminer dans le travail collectif, improvisé, écrit, pensé en groupe, et qui bouge à chaque représentation, il est préférable de se choisir un fil rouge. Ce soir-là, donc, c'est Marguerite (Servane Ducorps), qui ressource les éléments éparpillés de la pièce où l'on croise aussi bien le marquis de ZAD que Baal le seigneur des mouches, Nuit debout que le Boulgakov du *Maître et Marguerite*, et qui est bien sûr irriguée souterrainement et principalement par les différents Faust de Goethe. Dans cette marmite, apparaissent le nom de Rémi Fraisse, mort il y a deux ans en s'opposant au barrage de Sivens (Tarn), ainsi qu'un propos de la mère infanticide qui, en 2013, a posé sa fille sur le rivage de Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais) car il lui fallait un «nom moche» pour commettre l'horreur. Cette phrase tirée d'un procès qui se tenait pendant

que le collectif répétait est donc reprise à son compte par Marguerite, que l'on retrouve, à la fin du spectacle, à l'hôpital psychiatrique, déchue, comme la Marguerite de Goethe, dont la maternité lui est fatale. Pas de gratuité, donc, dans cette toile que tissent les acteurs et la multitude de références cachées dans le motif du tapis. Durant la représentation, on aura vu cette enfant (Alyzée Soudet) sous la forme d'une chrysalide étouffée, papillon géant, agneau, ado zadiste. Ne pas avoir peur, surtout. Le spectacle n'est pas moins énigmatique lorsqu'on sait que lorsqu'on ne sait pas, lorsqu'on a tout vu que lorsqu'on est le premier spectateur. La mémoire et l'oubli sont d'ailleurs au cœur de la pièce-palimpseste, dans sa forme comme dans son fond. Le collectif utilise des châssis de François Tanguy pour décor, en hommage aux pièces d'un autre, mais aussi attachement ou continuité des répétitions qui ont eu lieu à La Fonderie, au Mans (Sarthe), le théâtre dirigé par Tanguy. De même, les soies qui forment la mer ont été prêtées par Mnouchkine. Creuzevault et le collectif habitent la maison théâtre comme un lieu familial où l'on pioche

La pièce se nourrit largement des improvisations des acteurs.

PHOTO COMPAGNIE

ce dont on a besoin, sans cuistrerie aucune, tant cet *AntiFaust* est aussi une économie en acte: l'art de la récup, de faire feu de tout bois, de se nourrir du contexte comme des mythes, et des improvisations des acteurs, auteurs en grande partie de leurs textes. Comment ne pas penser à Varda, génie du recyclage, quand une glaneuse surgit sur scène?

Euphorie. Au départ était la table, en ligne horizontale face au public. Installés au premier rang dans la salle, deux personnages, le compositeur Theodor Zingg (Eric Charon) et le scientifique Kacim Nissim Yildirim (Arthur Igual) sautent vivement de leur place pour grimper sur le plateau. Belle entrée en scène! Deux hommes, rejoints par Marguerite, donc, femme puissante aux antipodes de la poignante victime de Goethe, qui va recevoir un prix Nobel pour ses recherches sur les «ciseaux génétiques» et qui se lancera dans un discours hilarant (vive l'actrice) mais qui, pour l'instant, ferraille avec son mari, le compositeur Theodor Zingg – tandis que sur l'autre partie de la table, Kacim Nissim Yildirim, chercheur sur la mémoire comme elle, s'empoigne avec l'ado Alyzée qui va quitter le plateau pour rejoindre Nuit debout. Marguerite n'est pas loin elle aussi d'abandonner la scène pour laisser les hommes entre eux. «*De toutes les injustices, ce sont les injustices narratives qui me révoltent le plus*», dit-elle. Dans le même registre, elle lance: «*Quand vous aurez un petit trou de récit, n'hésitez pas, revenez faire appel à moi.*» Pirandello n'est pas si loin. Mené avec brio par les comédiens dont les personnages voguent dans l'euphorie du succès, le début du spectacle est joyeux. Jusqu'à l'élection de l'un d'entre eux, le compositeur Theodor Zingg, président de la République de gauche de la France en mai 2017! Tandis que son acolyte s'adresse à la salle pour développer un programme de gauche – ça existe –, le nouveau président apparaît en treillis. Pourquoi? C'est avec ce genre de détail que Creuzevault sème le malaise. Dans le programme, le metteur en scène note: «*La société totalitaire marchande fait du savoir un pouvoir et une solitude.*» Et encore: «*Une personne porteuse de savoir peut-elle découvrir un lieu où l'usage de son savoir ne s'achève ni en amertume ni en corruption?*» On aurait presque préféré que cet *AntiFaust* nous soit présenté sans rien, ni titre ni notice explicative, de manière que le sens du voyage reste entièrement à la discrétion de chaque spectateur.

ANNE DIATKINE

ANGELUS NOVUS ANTI FAUST

m.s. SYLVAIN CREUZEVAULT
Théâtre de la Colline, 75020. Dans le cadre du Festival d'automne à Paris. Jusqu'au 4 décembre. Rens.: www.colline.fr

Tribute Le 20 août 1996 disparaissait Didier-Georges Gabily (photo) à l'âge de 41 ans. Écrivain et homme de théâtre ayant marqué son époque, il fait l'objet ce week-end à Paris d'un hommage sous toutes les formes possibles (ateliers, tables rondes, lectures, projections, impromptus...) à l'initiative des acteurs du groupe T'Chan'g. PHOTO L.MONLAU
Le Monfort, 75015. Entrée libre sur réservation du 12 au 14 novembre. Rens. : www.lemonfort.fr



THÉÂTRE

Olivier Py, un «Cahier noir» monté à cru

Au CentQuatre, le metteur en scène adapte son journal intime écrit à 17 ans.

Certains textes n'étant pas à mettre entre toutes les oreilles, il est possible que des spectateurs souffrent d'acouphène en entendant des phrases telles que : «Des garçons pissent et ils se tiennent par l'épaule, je voudrais qu'ils soient laids et obèses mais il faut accepter qu'ils aient une certaine beauté, à cause de la nuit, et à cause de la banalité de leurs désirs [...] ô le bonheur de s'agenouiller dans l'ombre et de lécher sur le mur leur pisse en me branlant, ô les merveilleux gémissements de l'enfant vierge prosterné devant le malheur...»

Frustrations. Emanant souvent de la frange la plus jeune du public, quelques rires intempestifs jaillissent ainsi de l'assistance, traduisant une gêne palpable auprès de profanes qui n'avaient pas pris la peine de lire *le Cahier noir* – ou, à défaut, de se renseigner sur son provocant contenu –, avant de découvrir sa transposition théâtrale, créée début novembre au CentQuatre (Paris XIX^e). Publié l'an dernier chez Actes Sud, ce «roman illustré» est en réalité le journal intime



Emilien Diard-Detoef et Emmanuel Besnault. M. DOMAGE

d'Olivier Py, longtemps resté «soigneusement caché» dans une caisse, en sachant que le jour où il remonterait à la surface, déflagreraient avec lui les éclats bruts d'une vocation artistique séminale. Alors âgé de 17 ans, celui qui deviendra le prolifique metteur en scène, auteur, acteur et actuel directeur du Festival d'Avignon que l'on sait, y ressasse ses fantasmes, frustrations et dégoûts de jeune homosexuel tarabudé par la foi, aussi vaniteusement que misérablement incompris dans l'hypocrite somnolence d'une ville de province des années 80.

Chaque épisode de la chronologie – étalée sur huit mois – est accompagné de dessins à l'encre noire non moins compulsifs que, dans la version scénique, on retrouve accrochés sur les murs de l'escalier menant à la salle. Généralement superposés aux mots écrits en lettres majuscules dans le manuscrit d'origine, on y voit des hommes nus en érection, l'auteur ou ses «héros», des têtes de mort et quelques endroits emblématiques de la bourgeoisie (le «café moderne», le monument aux morts).

Autodérision. «Simple» metteur en scène de la version live du *Cahier noir*, Olivier Py signifie avoir voulu adapter «ce texte fondateur dans une forme légère, à la manière de la trilogie Eschyle créée en 2011». Au noir et blanc du des-

sin, transige un décor gris, qui mêle une grande toile peinte représentant des arbres et des façades d'immeubles, ainsi que quelques éléments de mobilier sommaires – lit, table, chaise. Trois comédiens se partagent l'espace; mais force est d'admettre qu'un seul vampirise l'attention. Car il est le pivot de cette logorrhée grandiloquente, certes, mais aussi et surtout par la façon dont, d'emblée, il donne corps à ce journal intime, objet pourtant statique et confiné par essence. «Sale petit con» ou «petit bourgeois hystérique» du *Cahier* grand ouvert sur une béance maso («Avoir mal, quel apaisement!», Emilien Diard-Detoef s'engouffre de la sorte dans une interprétation virevoltante (il court, s'assoit, gesticule, s'affale, rampe...) qui emporte tout sur son passage, à commencer par ses deux partenaires/faire-valoir. Enrobant la souffrance d'autodérision, sa quête pitoyable d'absolu («sauver le monde», pas moins) trouve alors l'équilibre sur le fil du rasoir, en parfaite osmose avec la prose vénéneuse consignée dans ce *Cahier* de tous les excès.

GILLES RENAULT

LE CAHIER NOIR d'OLIVIER PY
CentQuatre, 75019.
Jusqu'au 19 novembre.
Rens. : www.104.fr,

VINTAGE

Les ondes de choc de Raoul Collectif

Au Théâtre de la Bastille, la troupe belge présente une hilarante satire sur une émission de radio censurée.

Comment auraient réagi des Jean-Louis Bory, des Michel Polac, bref les icônes les plus pittoresques et les plus enflammées de l'intelligentsia d'antan, s'ils avaient travaillé sous l'ère Bolloré (par exemple) et appris, à deux minutes de prendre l'antenne, que leur émission était déprogrammée? Génial pitch de politique fiction que celui proposé par les cinq trentenaires belges du Raoul Collectif dans leur dernière créa-

tion, *Rumeurs et petits jours*, devant laquelle se sont biddonnés cet été les spectateurs du Festival d'Avignon et qui cartonne en ce moment au Théâtre de la Bastille. Il y a du pull à col roulé en lycra 100 % sévénies, de la Gitane sans filtre, des chroniqueurs aux prénoms vintage (Claude) et un générique jazzy digne des grandes heures de l'ORTF. Nous assistons à la 147^e émission de radio *Epigraphe* (à prononcer en articulant), soit,

donc, à la dernière... Face à cette «censure» éhontée, signe d'une défaite désastreuse de la «pensée», d'un renoncement définitif au «commun», on comprend vite que ça va chier. Repérés en 2012 avec leur première création, *le Signal du promeneur*, les cinq acteurs du «Raoul» signent ici une ahurissante farce de salubrité publique sur les conditions de résistance à la machine néolibérale. Ahurissante parce qu'on n'avait jamais entendu le parlé proto-Baudrillard ou crypto-foucauldien aussi richement parodié, parce que les débats idéologiques de gauche (entre un marxiste révolutionnaire à

la langue fourchue et un social-démocrate acquiné à la direction) constituent une malle aux trésors comiques que les acteurs déballetent avec l'irrévérence de gamins en pleine cour de récré. Ahurissante surtout parce qu'au-delà de l'inventivité des situations (un désaccord sur une liaison ou une diérèse peut partir en carnage apocalyptique), le Raoul Collectif a l'intelligence de jouer sur le fil du second degré, entre satire et autodérision – laissant le spectateur libre de juger la révolte des chroniqueurs ridicule ou nécessaire. Comment remobiliser, où trouver l'alternative quand le bagage lexical et



Rumeur et petits jours, de Raoul Collectif. ALICE PIEMME

idéologique semble à ce point lessivé? C'est là que les tableaux réalistes craquent pour laisser les chroniqueurs vagabonder dans d'autres systèmes de pensée, en terre mexicaine, sur les traces des Indiens Huichols, achevant de faire de cette fantaisie clownesque un manifeste

politique comme on aimerait en voir davantage.
ÈVE BEAUVALLET

RUMEURS ET PETITS JOURS de et par le **RAOUL COLLECTIF** Théâtre de la Bastille, 75011. Jusqu'au 25 novembre. Puis en mars au Théâtre de Châtillon (92) et en avril à Cherbourg (50).



Comme un ouragan

Wendell Pierce L'acteur, connu pour ses rôles bonhommes dans «The Wire» et «Treme», s'est mué en activiste philanthrope après la catastrophe Katrina.

A peine a-t-il fermé une parenthèse qu'il en ouvre une autre, renonçant à porter l'expresso inentamé à ses lèvres. On pense, conscient du cliché, à un solo de sax baryton en écoutant l'enfant de la Louisiane digresser avec sa faconde swing. Comme avec tous les acteurs de séries, il faut résister à la fausse impression de familiarité renvoyée par Wendell Pierce, engoncé dans un costard rayé, à l'instar de son personnage fétiche, le détective William «Bunk» Moreland de *Sur écoute* (*The Wire* en VO). Non, Pierce n'est pas un flic truculent de Baltimore qui boucle ses affaires d'homicides en marmonnant des «fuck!» introspectifs. Tout comme il n'est pas (totalement) Antoine Batiste, tromboniste lubrique au grand cœur qui court le cachet dans La Nouvelle-Orléans post-Katrina, l'autre grand rôle de sa carrière, dans la saga *Treme*.

Dans *Le Vent dans les roseaux*, ses mémoires publiés cet automne, il raconte sa rencontre avec David Simon, le créateur des deux shows précités, «*Dickens de l'Amérique moderne*» pour la critique unanime. Ce n'est pas son audition qui permet au comédien, figure de Broadway abonnée aux seconds rôles, de décrocher le job, mais sa manière de conter, en préambule, sa nuit en garde à vue la veille après s'être battu avec un chauffeur

de taxi. «*Tu étais certainement Bunk avant même que tu aies prononcé la première réplique*», opine alors Simon. Assis au coin du feu dans un palace de l'île Saint-Louis, Pierce précise : «*Un acteur met toujours beaucoup de lui-même dans un personnage. La vraie "finesse" (1), c'est de gommer la différence entre les éléments personnels et les aspects du rôle à l'opposé de ce que l'on est.*»

Fin août 2005, Pierce rend visite à ses parents à La Nouvelle-Orléans. C'est là qu'il a grandi, à Pontchartrain Park, un quartier au pied des digues dont les airs de morne banlieue (pelouses proprettes et maisonnettes de plain-pied) sont l'incarnation d'une utopie : celle d'une bourgeoisie noire goûtant à l'American Dream des années 50. Alors que toutes les télévisions annoncent le passage d'un ouragan sans précédent, l'acteur cuve sa dernière cuite, rechigne à évacuer. Pendant qu'il roupille, sa famille fait ses bagages. Lui embarque dans la voiture au dernier instant. Le pavillon familial, comme le reste du quartier, sera entièrement détruit par les eaux, «*comme plongé dans une boue noire coupée au détergent*». «*Katrina a redéfini mon existence*», insiste Pierce, qui, depuis, n'a pas ménagé ses efforts pour réparer sa ville, comme pour expier sa torpeur passée. «*Je voulais savoir quoi*

répondre au gamin qui me demanderait, dans quelques années: "M. Pierce, à ce moment-là, qu'avez-vous fait?"» Comme pour son alter ego Antoine Batiste, la tragédie a «*changé sa trajectoire morale*». Aujourd'hui, un zigzag gris parcourt ses cheveux. Il détaille ses activités philanthropiques : un programme d'aide à la reconstruction des quartiers ravagés, des épiceries «*healthy*» dans les «*déserts alimentaires*» des quartiers pauvres, une résidence d'artistes à 20 millions de dollars à Baltimore, «*[sa] réponse aux émeutes*». Très impliqué dans les campagnes de Barack Obama (il fut l'un de ses plus efficaces leveurs de fonds), il siège au conseil d'administration d'une ONG de la Clinton Foundation, au côté de la fille de la candidate défaite mardi.

Wendell Pierce a désormais l'allure et l'envergure des notables afro, et ne voit pas de contradiction à «*faire de l'argent et faire le bien*». L'été dernier, ce soutien déclaré de Hillary Clinton fait la une des tabloïds après une altercation avec des supporters de Bernie Sanders. Nouvelle nuit au trou. Sa version : un groupe de jeunes bloque le passage vers sa chambre d'hôtel. Il s'agace : «*Vous êtes bien des millennial types, les yeux rivés sur vos smartphones, à ignorer ce qui se passe autour de vous... Tsss, je suis sûr que vous votez pour Bernie tiens.*» Bien vu : les fans du sénateur du Vermont prennent ombrage. «*Ça s'est envenimé, l'un d'eux m'a poussé... [une femme assure avoir été frappée par l'acteur, lui dit qu'il a été "traîné" dans la chambre des activistes...]. Vous savez, c'étaient des gamins blancs. Quand la police est arrivée, ils ont retourné l'histoire. Et puis, c'était en Géorgie, le flic était blanc, hum, hum... soupire-t-il en haussant les sourcils. Avec la police, quand on est noir, on a forcément fait un truc de mal.*» Il n'en veut pas à Obama d'avoir échoué à réduire les fractures identitaires du pays. «*Je ne vois pas pourquoi un Afro-Américain aurait une plus grande obligation à résoudre le mal racial que la quarantaine de mecs blancs qui l'ont précédé. Le racisme, ça concerne les Blancs en premier lieu.*» Il a vu dans la campagne de Donald Trump quelque chose de «*sain*», un abcès crevé : «*J'ai grandi dans le Sud, et j'ai toujours aimé savoir où chacun se positionne, plutôt que de faire face à quelque chose de plus subtil. Le racisme à ciel ouvert, c'est facile à gérer [la rencontre a eu lieu quelques jours avant le scrutin, ndlr].*» Après la victoire de Trump, il a tweeté cette phrase de l'écrivaine Toni Morrison : «*C'est précisément maintenant que les artistes doivent se remettre au travail. Il n'y a pas de place pour le désespoir, l'auto-apitoiement, le silence ou la peur.*»

Ces temps-ci, il bataille pour financer un film sur le plus jeune condamné à mort de l'histoire des Etats-Unis, un gamin noir passé sur la chaise électrique à 14 ans dans les années 30. A l'en croire, peu de choses ont changé depuis ses premiers castings, quand on lui disait qu'il ne pouvait pas jouer du Shakespeare. «*Jamais entendu parler d'Othello?*» rétorquait alors cet ancien élève de Juilliard, prestigieuse institution new-yorkaise. A l'époque, il traîne avec les frères Marsalis, pas encore légendes du jazz, qui tiennent déjà salon au cœur de Greenwich Village, leur frigo toujours approvisionné en gumbo, le fameux ragoût de La Nouvelle-Orléans. «*Bon vivant*» (1) et sans enfant, croyant mais «*incapable de traîner son cul à l'église le dimanche*», il se penche en arrière sur sa chaise quand on aborde sa situation maritale. «*Disons que je ne suis pas aussi vilain qu'Antoine Batiste, ha! ha!*» Ses parents étaient des transfuges de classe, arrachés au bayou et à la rue. Son père, vétéran du Pacifique devenu photographe, et sa mère, institutrice, en ont fait un patriote «*vigilant*». Conscient de la grandeur de l'Amérique et plus encore de ses failles. En pleine fièvre Black Power, son père était le seul à se lever pendant l'hymne américain. «*Mais il n'aurait rien eu contre Kaepernick [le joueur de football qui a relancé ce mode de protestation pour dénoncer les bavures racistes, ndlr]. Du moment que chacun s'exprime comme il le souhaite.*» Pour Pierce, le «*grand art*», c'est ça : «*Etre libre au sein d'une forme.*» Jouer la comédie et vivre sa vie comme un jazzman sur une grille d'accords. ◀

◀

(1) En français, avec une pointe d'accent de Louisiane.

Par **GUILLAUME GENDRON**
Photo **ROBERTO FRANKENBERG**